

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

L'allocation supplémentaire
du minimum vieillesse
Bénéficiaires au 31 décembre 2005

Nathalie AUGRIS

n° 105 – décembre 2006

Sommaire

Résumé.....	5
I - Présentation des principaux résultats.....	11
INTRODUCTION.....	13
A- L'allocation supplémentaire du Minimum vieillesse	14
1-Données d'ensemble.....	14
2-Données issues de l'enquête DREES	17
B- L'allocation de premier étage du Minimum vieillesse	20
1-Données d'ensemble.....	20
2-Données issues de l'enquête DREES	21
II - Tableaux d'ensemble issus du rapprochement de sources diverses	25
Tableau A1 – Les allocations du minimum vieillesse (MV) en 2005 : effectifs bénéficiaires et montants versés par régime	27
Tableau A2 - Évolution, depuis 1960, du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du MV et invalidité.....	28
Tableau A3 - Évolution, depuis 1992, des effectifs de titulaires de l'allocation supplémentaire du MV, par régime	29
Tableau A4 - Évolution, depuis 1990, des dépenses de l'allocation supplémentaire du MV et invalidité, par régime	30
Tableau A5 - Évolution, depuis 1970, des montants de l'A.V.T.S, de l'allocation supplémentaire, du MV et taux d'évolution annuels de ces montants (comparaisons SMIC, l'IPC et taux de revalorisation des pensions du régime général)	31
Graphique A1 - Évolution, depuis 1970, du MV comparée à celle du SMIC, de l'indice des prix et du taux de revalorisation des pensions du régime général.....	33
III - Tableaux issus de l'enquête réalisée par la drees auprès des douze principaux organismes prestataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse.....	35
Présentation de l'enquête de la DREES	37
Tableaux de synthèse issus de l'enquête réalisée par la DREES.....	39
Tableau B1 - Âge moyen et répartition par âge, sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV	41
Tableau B2 - Répartition par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV, classés selon l'âge.....	41
Tableau B3 - Part des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV dans la population totale par âge	42
Tableau B4 - Comparaison de la part des personnes isolées parmi les titulaires de l'allocation supplémentaire du MV à celle des personnes isolées parmi la population totale, par sexe et âge.....	42
Tableau B5 - Âge moyen et structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV classés selon le régime.....	43
Tableau B6 - Montants trimestriels de l'allocation supplémentaire du MV perçue par les allocataires classés par sexe et état matrimonial	44
Tableau B7 - Proportion d'allocataires percevant l'allocation supplémentaire du MV à taux plein et montant trimestriel moyen de l'allocation supplémentaire, selon le régime.....	44
Tableau B8 – Répartition par âge et sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du MV.....	45
Tableau B9 - Répartition par sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du MV, classés selon l'âge.....	45
Tableau B10 - Structure par sexe et critère de résidence des titulaires de l'allocation de premier étage du MV classés selon le régime	46
Tableau B11 - Montants trimestriels de l'allocation de premier étage perçue par les allocataires classés par sexe	46

Tableaux détaillés issus de l'enquête réalisée par la DREES	47
Tableau C1 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2005 par régime, âge et sexe	49
Tableau C2 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2005 par régime, âge, état matrimonial et sexe	50
Tableau C3 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence	52
Tableau C4 - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence	60
Tableau C5 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005	68
Tableau C6 - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du MV par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005	71

Résumé

Le minimum vieillesse est un dispositif à deux étages, l'allocation de premier étage d'une part, et l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse ou allocation de deuxième étage d'autre part (voir encadré 1 pages suivantes). Il est totalement financé par le Fonds solidarité vieillesse (FSV).

Ce document présente les données, fournies par le FSV et les résultats d'une enquête, réalisée annuellement par la DREES auprès des dix principaux régimes de retraite, relatives aux bénéficiaires des allocations des deux niveaux du minimum vieillesse. Il vise à décrire les populations bénéficiaires, plus particulièrement celle percevant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse.

L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse permet aux personnes âgées les moins favorisées d'élever leur niveau de revenu et d'atteindre le minimum vieillesse soit 599,5 € par mois en 2005, pour une personne seule, 1 075,5 € pour un couple. Pour en bénéficier, les personnes âgées doivent satisfaire certaines conditions de ressources.

Au 31 décembre 2005, plus de 609 000 personnes percevaient cette allocation. Depuis le début des années 60, ce chiffre n'a cessé de diminuer en lien avec l'amélioration progressive des retraites. Toutefois, après 20 ans de recul significatif (- 4,7 % en moyenne annuelle entre 1983 et 2003), la baisse des effectifs se tasse autour de 2 % pour la deuxième année consécutive.

Entre 1990 et 2005, le nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse ainsi que les montants, en euros constants, versés à ce titre ont diminué de moitié. Les dépenses se montent à 1 608 millions d'euros en 2005 (à titre de comparaison 176 milliards d'euros pour les pensions de retraite, hors minimum vieillesse¹). Entre 2004 et 2005, les dépenses, en euros constants, sont restées stables (-0,2 %) tandis que le nombre de bénéficiaires se contractait de 2 %. Outre la revalorisation, en euros constants de l'allocation (+0,2 %), ce différentiel s'explique par la hausse du nombre de bénéficiaires à « taux plein ».

La population des bénéficiaires reste très âgée (76 ans en moyenne en 2005), bien que l'âge moyen continue de diminuer (-2 ans depuis 2000). Elle est essentiellement féminine, à 61,4 %, mais la part des hommes y progresse régulièrement (+3,2 points en 5 ans). Plus des deux tiers sont des personnes isolées et près de 12 % des allocataires sont d'anciens agriculteurs. Les bénéficiaires sont plus présents dans les régions rurales du Sud et du Sud Ouest de la France.

Les allocations de premier étage (essentiellement la majoration L814-2 attribuée sans condition de résidence et l'allocation spéciale L814-1) garantissent à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS soit 246 € par mois. Le champ des allocataires du premier étage diffère de celui des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse essentiellement du fait de l'absence de condition de résidence. Aussi, près de 70 % des

¹ Les Comptes de la protection sociale 2005, Drees, Document de travail, Collection Statistiques, n° 104, décembre 2006.

allocataires du premier étage résident à l'étranger. Cette population est en moyenne moins âgée que celle percevant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. Elle est constituée de presque autant d'hommes que de femmes.

Le minimum vieillesse est réformé par les décrets de l'ordonnance du 24 juin 2004, parus au 1er janvier 2007. Son dispositif à deux étages est simplifié : une prestation unique, soumise à condition de résidence, l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) se substituera progressivement aux prestations actuelles du premier et deuxième étage.

Encadré n° 1

Conditions et modes d'attribution des allocations supplémentaires du minimum vieillesse et du minimum invalidité

Le Minimum vieillesse

Le minimum vieillesse, créé en 1956, a pour objet de garantir un revenu minimal à toutes les personnes âgées d'au moins 65 ans (d'au moins 60 ans en cas d'inaptitude au travail) et dont les ressources sont inférieures à certains seuils. En 2005, le montant du minimum vieillesse s'élevait à 599,5 € par mois pour une personne seule et 1 075,5 € par mois pour un couple, soit respectivement 7 194,0 € et 12 905,4 € sur l'année.

Le minimum vieillesse est un dispositif à deux étages, le minimum des avantages de base d'une part (allocation de premier étage) et l'allocation supplémentaire d'autre part (allocation de deuxième étage). Il est totalement financé par le FSV (voir ci-après)

L'Allocation de premier étage

Le 1er étage garantit à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés), soit un montant mensuel de 246,4 € par mois en 2005.

En règle générale, la personne âgée dispose d'une retraite, de droit direct ou de réversion. Si le montant de cet avantage vieillesse est inférieur à l'AVTS, il peut solliciter, auprès de sa caisse de retraite, **une majoration de pension (majoration L814-2)** pour parvenir au niveau de l'AVTS. La majoration de pension L814-2 est versée sans condition de nationalité ni de résidence dès lors que le bénéficiaire perçoit un avantage vieillesse d'une caisse de retraite.

Sont également constitutives de ce premier étage du minimum vieillesse les allocations suivantes : l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), l'allocation aux vieux travailleurs non salariés (AVTNS), l'allocation de vieillesse agricole (exploitants agricoles AVTNS), allocation de vieillesse des professions libérales, le Secours viager, l'allocations aux mères de famille. Ces allocations sont soumises à conditions de résidence. Les allocations AVTS, AVTNS et leurs dérivés ne sont actuellement plus attribués.

Enfin, si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, elle peut solliciter **l'allocation spéciale vieillesse (allocation L814-1) auprès du SASV** (voir ci-après), dont le montant est au plus égal à l'AVTS. L'allocation spéciale vieillesse est versée à des personnes de nationalité française ou étrangère, à condition qu'elles résident en France.

L'Allocation supplémentaire

Cette allocation (dite ex Fonds national de solidarité - FNS -) est prévue par les articles L 815-2 et L 815-3 du code de la Sécurité sociale. L'allocation L815-2 ou **allocation supplémentaire du minimum vieillesse** ainsi que l'allocation L815-3 ou **allocation supplémentaire invalidité** permettent d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Le montant mensuel maximum de l'allocation supplémentaire est de 353,1 € pour un allocataire seul¹, et de 582,7 € pour un couple.

Pour en bénéficier, le demandeur doit :

➤ être titulaire d'un avantage de base : pension de retraite, pension d'invalidité, allocation spéciale..,

➤ disposer de ressources annuelles ne dépassant pas un plafond fixé chaque année par décret. En 2005, il était de 7 367,9 € pour une personne seule, ou 12 905,4 € pour un ménage.

L'appréciation des ressources intègre : tous les avantages de vieillesse (notamment les retraites) ; les revenus professionnels ; les biens mobiliers et immobiliers (à l'exception de la résidence principale), les biens dont le demandeur ou son conjoint sont propriétaires, censés procurer un revenu annuel évalué à 3 % de leur valeur vénale à la date de la demande, les biens dont le demandeur a fait donation dans les dix ans précédant la demande (réputés produire un revenu fictif, variable selon que le donataire est un descendant ou une personne autre).

Sont en revanche exclus des ressources, l'allocation de logement aux personnes âgées, la majoration pour tierce personne.

➤ être âgé de 65 ans, ou 60 ans en cas d'inaptitude au travail pour percevoir l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. Avoir moins de 60 ans pour bénéficier de l'allocation supplémentaire invalidité. À 60 ans, l'allocation supplémentaire vieillesse se substitue à l'allocation supplémentaire invalidité.

➤ être de nationalité française, ou être de nationalité étrangère, sous réserve de fournir une preuve de la régularité du séjour. Depuis le 01/06/1998 (article L816-1), l'allocation supplémentaire est attribuée sans condition de nationalité.

➤ résider en France métropolitaine ou dans les départements d'Outre-mer. Dans le cadre du maintien de droits acquis, environ 15 000 personnes ayant liquidé leur retraite avant 1992 perçoivent l'allocation supplémentaire dans un pays de l'union européenne (Portugal, Espagne).

Dans un ménage, il peut y avoir un seul titulaire de l'allocation supplémentaire vieillesse si une seule allocation suffit pour que les ressources du couple atteignent le minimum vieillesse, ou deux titulaires si nécessaire. Si le couple bénéficie d'une seule allocation, son montant maximum est celui d'un allocataire seul (353,1 € mensuels en 2005) ; si le couple bénéficie de deux allocations, celles-ci sont de même montant, et au maximum de 291,4 € chacune².

Les arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire (vieillesse et invalidité) sont, conformément à l'article L. 815-12, recouverts en tout ou en partie sur la succession de l'allocataire, lorsque l'actif successoral est au moins égal à un montant fixé par décret (39 000 €). Le montant de la somme à recouvrer est limité à la différence entre le montant de l'actif net et la limite minimum de l'actif successoral.

Fonds de solidarité vieillesse et fonds spécial d'invalidité

La Loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale a créé, à compter du 1er janvier 1994 :

- d'une part, un Fonds de solidarité vieillesse ayant pour mission, entre autres, de prendre en charge les avantages d'assurance vieillesse à caractère non contributif relevant de la solidarité nationale. C'est ce Fonds de solidarité vieillesse qui rembourse aux caisses de retraite ou au Service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV) les allocations supplémentaires versées au titre de la vieillesse.
- d'autre part, le Fonds spécial d'invalidité qui rembourse aux caisses de retraite le financement des allocations supplémentaires versées au titre de l'invalidité. Cependant, les allocations versées par les régimes de retraite de l'État font l'objet de subventions spécifiques. Le Régime général assure sur ses propres ressources les charges afférentes à l'allocation, sous réserve des subventions dont il peut bénéficier à cet effet.

Ces deux organismes, FSV et FSI, pour les dépenses correspondant aux allocations supplémentaires Vieillesse et Invalidité, se sont substitués à compter du 1er janvier 1994 au Fonds national de solidarité, qui avait été créé en 1956.

¹ Ce maximum (353,1 €) est égal à la différence entre le montant du minimum vieillesse pour une personne seule (599,5 €) et celui de l'AVTS (246,4 €).

² Ce maximum (291,4 €) est égal à la moitié de la différence entre le montant du minimum vieillesse pour un couple (1 075,5 €) et celui de deux l'AVTS (246,4 €).

Réforme du minimum vieillesse

Le dispositif du minimum vieillesse est réformé en profondeur par [l'ordonnance n°2004-605 du 24 juin 2004](#) (Journal officiel du 26 juin 2004).

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 24 juin 2004, sont titulaires de l'A.V.T.S, de l'A.V.T.N.S, du secours viager, de l'allocation aux mères de famille, de l'allocation viagère dont peuvent bénéficier les rapatriés, de l'allocation de vieillesse agricole **de l'allocation spéciale vieillesse et de sa majoration L814-2** ou de **l'allocation supplémentaire mentionnée à l'article L. 815-2**, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, continuent à percevoir ces prestations selon les règles applicables avant cette entrée en vigueur.

Ces prestations seront remplacées **pour les nouveaux retraités par une allocation unique, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)**, qui sera servie, soit par la caisse de retraite qui sert au demandeur un avantage de retraite de base, soit par un service spécifique géré par la Caisse des dépôts et consignations, lorsque la personne ne relève d'aucun régime d'assurance vieillesse en France.

Le montant de cette allocation unique, versée sous conditions de résidence et de ressources de la personne ou du ménage, sera égal à la différence entre le montant de ces ressources et celui du minimum vieillesse.

Cette disposition ne s'appliquera qu'aux nouveaux bénéficiaires : les titulaires des prestations actuelles continueront à percevoir ces prestations selon les règles applicables avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

Les décrets d'application de l'ordonnance du 24 juin 2004 sont parus au 1^{er} janvier 2007. Toutefois, en vertu de cette ordonnance, la réforme est applicable depuis le 1^{er} janvier 2006.

Liste des sigles utilisés

FSV	Fonds de solidarité vieillesse
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés
FNS	Fonds national de solidarité
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
MSA Salariés	Caisse de mutualité sociale agricole pour les salariés agricoles
MSA Non Salariés	Caisse de mutualité sociale agricole pour les non salariés agricoles (Exploitants Agricoles)
CDC	Caisse des dépôts et consignations
SASV	Service de l'allocation spéciale vieillesse
FSPOEIE	Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État
CNRACL	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales
ORGANIC	Caisse de compensation de l'organisation autonome de l'industrie et du commerce
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale
SNCF	Caisse de retraite et de prévoyance de la Société nationale des chemins de fer français
ENIM	Établissement national des invalides de la marine
CANSSM	Caisse autonome nationale de la Sécurité sociale dans les mines
CAVIMAC	Caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des Cultes, qui s'appelait auparavant :
CAMAVIC	Caisse mutuelle d'assurance vieillesse des Cultes
DOM	Département d'Outre-Mer

I - Présentation des principaux résultats

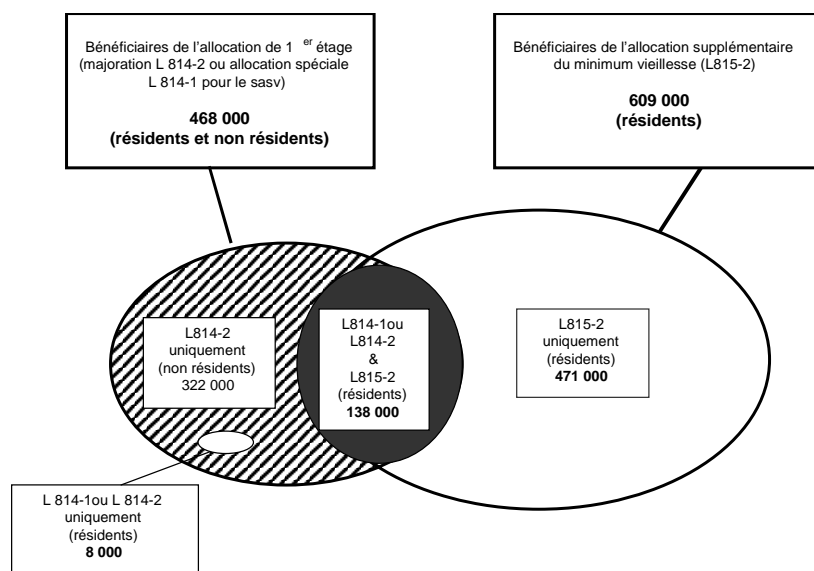
Introduction

Le minimum vieillesse, constitué de plusieurs allocations, peut-être attribué à toute personne âgée de 65 ans au moins (ou de 60 ans en cas d'incapacité au travail) sous conditions de ressources et de résidence variable selon l'allocation (voir encadré 1). Le minimum vieillesse est un dispositif à deux étages :

- Le premier étage garantit à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés). Il regroupe plusieurs allocations. La plus fréquemment servie (83 % des allocataires du premier étage) est la majoration de pension prévue par l'article L814-2 du code de la sécurité sociale qui complète une pension de droit direct ou de réversion inférieure à l'AVTS. Vient ensuite l'allocation spéciale L814-1 versée par le SASV à des personnes ne pouvant prétendre à aucune retraite (13,5 % des allocataires). Les autres allocataires du premier étage (3 %) perçoivent le Secours viager, l'allocation aux mères de famille, l'AVTS ou ses dérivées. Les allocations du premier étage sont soumises à condition de résidence, à l'exception de la majoration L814-2, principalement servie à des allocataires non résidents.

- Le second étage est constitué de l'allocation supplémentaire vieillesse L 815-2 qui permet d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Cette allocation est soumise à condition de résidence. Contrairement à l'allocation de premier étage, ce sont les revenus et pas seulement les pensions qui sont prises en compte pour l'attribution de cette allocation.

Le graphique suivant présente les effectifs des bénéficiaires des allocations du premier et du deuxième étage à la fin 2005.



Calculs DREES pour le stock d'allocataires au 31/12/05

Au 31 décembre 2005, on dénombre ainsi 609 000 bénéficiaires de l'allocation supplémentaire, nécessairement résidents. Parmi eux, 471 000 perçoivent cette seule allocation et 138 000 la cumulent avec une allocation de premier étage (soit L814-2 pour les personnes relevant d'un régime de retraite ou L 814-1 pour ceux n'ayant jamais travaillé). Le premier étage du minimum vieillesse concerne un champ plus large que les seuls cumulants.

Ainsi, les bénéficiaires du premier étage, estimés à 468 000 (hors AVTS et ses allocations dérivées, hors secours viager et hors AMF), sont essentiellement des résidents à l'étranger (322 000) et ne peuvent donc pas, pour cette raison, prétendre à l'allocation supplémentaire.

Le minimum vieillesse est réformé par les décrets d'application de l'ordonnance du 24 juin 2004 parus le 1^{er} janvier 2007. Son dispositif à deux étages est simplifié : une prestation unique, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) se substituera progressivement aux prestations actuelles du premier et deuxième étage. L'ASPA sera intégralement soumise à une condition régulière de résidence sur le territoire national.

Cette disposition ne s'appliquera qu'aux nouveaux bénéficiaires : les titulaires des prestations actuelles continueront à percevoir ces prestations selon les règles applicables avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

Cette publication retrace tout d'abord les principaux résultats concernant les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse à partir des données FSV (qui finance les différentes allocations du minimum vieillesse) et des données de l'enquête DREES (partie A). Quelques résultats relatifs aux bénéficiaires des deux principales allocations de premier étage², qu'ils résident ou non en France, sont présentés ici pour la première fois (partie B).

A- L'allocation supplémentaire du Minimum vieillesse

1- Données d'ensemble

Au 31 décembre 2005 609 385 personnes ont perçu l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (tableau A1 et encadré n° 1) : 67,7 % d'entre elles relèvent du Régime général et 11,6 % de la branche des non salariés de la MSA (tableau A3 et encadré n° 2). Près de 66 500 personnes, prises en charge par le SASV, perçoivent l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, sans bénéficier d'aucune pension de retraite.

La baisse du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse ralentit pour la deuxième année consécutive

Depuis 1960, le nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse a été divisé par 4 (tableau A2), passant de 2 470 000 à 609 000. La baisse globale sur le long terme du nombre de bénéficiaires s'explique par l'amélioration progressive du montant des retraites. Les retraités les plus jeunes ont en effet eu, dans l'ensemble, des carrières plus favorables que leurs aînés. Les femmes ont été plus nombreuses à travailler et à cotiser plus longtemps. En outre, les dispositifs d'assurance des régimes les moins avantageux, notamment les régimes des non-salariés, ont connu une amélioration progressive. Ces derniers sont d'ailleurs les régimes pour lesquels on observe la plus forte diminution du nombre d'allocataires au cours des dix dernières années : baisse de 78 %, entre 1995 et 2005,

² les allocations de premier étage retenues sont la majoration L 814-2 et l'allocation spéciale L814-1 qui représentent en 2005 97 % des allocations de premiers étage servies.

pour la MSA non salariés, 63 % pour la CANCAVA et 56 % pour l'ORGANIC contre 38 % tous régimes confondus (tableau A3).

Ce recul continu du nombre d'allocataires s'est encore poursuivi en 2005 (-2,0 % tous régimes confondus), au même rythme qu'en 2004. Toutefois, pour la deuxième année consécutive, l'évolution est de bien moindre ampleur que celles enregistrées depuis le début des années 80.

Des évolutions contrastées selon les caisses

Les plus fortes baisses sont observées pour les régimes des non-salariés. Avec -10,1 %, la MSA exploitants agricoles enregistre le repli le plus fort en 2005. Bien que supérieure à celle de 2004, cette baisse reste en deçà de celles consécutives à la montée en charge du plan pluriannuel de revalorisation des petites retraites mis en œuvre de 1998 et à 2002. Ce plan visait à élever au niveau du minimum vieillesse toutes les pensions des affiliés ayant des carrières complètes. La mise en place d'un régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles (loi n° 2002-308 du 4 mars 2002) depuis le 1er janvier 2003 a pu contribuer à la poursuite d'une baisse des bénéficiaires du minimum vieillesse. Les baisses des autres régimes non-salariés sont de 7,9 % pour l'ORGANIC et de 9,7 % pour la CANCAVA, stables par rapport à celles de 2004 (respectivement -7,4 % et -9,8 %)

En 2005, le nombre d'allocataires du minimum vieillesse relevant de la CNAVTS (caisses métropolitaines et Dom) stagne (-0,1 %). Si l'on considère les seuls bénéficiaires en métropole, on observe une hausse, de 0,3 %. Cette stabilisation doit être mise en parallèle de l'évolution du nombre de retraités en 2004 et en 2005, qui augmente quant à lui de 3 % par an. Bien que les effectifs des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse soient en légère hausse en 2005, leur part parmi les retraités continue ainsi de reculer. Par ailleurs, la suppression, depuis 1998, de la condition de nationalité pour l'octroi des prestations non contributives, continue, dans une moindre mesure, à avoir un effet à la hausse sur les effectifs de la CNAVTS.

Pour la troisième année consécutive, le nombre de bénéficiaires rattachés au SASV progresse légèrement en 2005 (+0,6 %). La structure de la population d'allocataires confirme qu'il s'agit bien là d'un effet de la loi du 11 mai 1998 : les ressortissants européens hors Espace économique européen représentent 31 % des bénéficiaires relevant du SASV et leur nombre s'est accru de 7,7 % entre 2004 et 2005.

En 2004, le nombre d'allocataires de la CAVIMAC avait fortement augmenté, de plus de 45 %, à la suite d'une nouvelle appréciation des ressources entrée en vigueur le 1er novembre 2003. Les conditions de ressources du droit commun sont désormais appliquées : seules les ressources personnelles sont retenues et non plus celles de la congrégation ou collectivité d'appartenance. En 2005, la progression reste encore importante (+4,0 %) en lien avec la démographie vieillissante du clergé, à l'opposé de la tendance d'ensemble encore orientée à la baisse.

Les dépenses de l'allocation supplémentaire vieillesse approchent les 1,6 milliards d'euros en 2005

Les dépenses de l'allocation supplémentaire vieillesse s'élèvent à 1 608 millions d'euros, en 2005. À titre de comparaison, pour la même année, 176 552 millions d'euros ont été dépensés au titre des pensions de retraite, hors avantages non contributifs. Exprimées en euros constants³, les dépenses liées à l'allocation de deuxième étage se sont stabilisées entre 2004 et 2005. Sur longue période, elles ont ainsi diminué de moitié depuis 1990 (tableau A4).

Le pouvoir d'achat des allocataires progresse légèrement en 2005

En 2005, les montants de l'AVTS et de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse ont été revalorisés de 2,0 %. Ce taux d'évolution est depuis 2001 le même que celui des pensions du régime général (tableau A5).

Après deux années consécutives de recul, le pouvoir d'achat des bénéficiaires de l'AVTS ou de l'allocation du minimum vieillesse progresse légèrement en 2005 (+0,2 %). En moyenne sur l'année, les plafonds garantis se sont accrus de 2,0 % tandis que le taux d'inflation n'augmentait que de 1,8 %. Cette augmentation de 2 % a ainsi permis au minimum vieillesse de rattraper une partie de son retard sur l'inflation, retard pris notamment en 2003 et 2004.

Le niveau de vie d'une personne ayant pour seules ressources le minimum vieillesse reste inférieur au seuil de pauvreté à 50 %⁴. En 2004, pour une personne seule, le minimum vieillesse est inférieur de 10,5 % au seuil de pauvreté. Cet écart va croissant depuis une vingtaine d'années. Le niveau de vie des couples bénéficiaires du seul minimum vieillesse se situe au-dessus du seuil de pauvreté à 50 % (+7,0 %). En dépit d'une situation relative plus favorable que celle d'une personne seule, on observe cependant une dégradation de leur situation : l'écart entre le montant du minimum vieillesse et le seuil de pauvreté se réduit progressivement depuis la fin des années 90. Il est à noter toutefois, que le seuil de pauvreté ne tient pas compte du fait qu'une personne soit locataire ou propriétaire de son logement. Or, une très forte majorité des personnes de plus de 60 ans dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté est propriétaire du logement occupé ou logée gratuitement⁵.

Le nombre d'allocations supplémentaires invalidité versées en hausse

L'allocation supplémentaire invalidité (L 815-3) est attribuée dans le cadre du dispositif du minimum vieillesse. Elle permet, comme l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (L 815-2), d'attendre le minimum vieillesse. Les conditions d'attribution, en cas d'invalidité, sont les mêmes que celles de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, à l'exception de l'âge. Pour pouvoir en bénéficier il faut en effet avoir moins de 60 ans. Au-delà, elle devient automatiquement une allocation L815-2.

³ En déflatant par l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages France entière (métropole et DOM), y.c. tabac, en moyenne annuelle.

⁴ Le seuil de pauvreté est fixé ici à 50 % du niveau de vie médian. En 2004, date des dernières données disponibles, le seuil de pauvreté s'élevait à 657 € par mois pour une personne seule et à 985,5 € pour un couple.

⁵ Deloffre Alexandre, 2005, « Ressources et pauvreté des ménages retraités », Travaux de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2005-2006

En 2005, le nombre de personnes bénéficiant de l'allocation supplémentaire invalidité augmente de 1,0 % : 112 623 allocataires au 31 décembre 2005. Du début des années 60 jusqu'au milieu des années 80, leur effectif a doublé (de 70 000 à près de 140 000). Depuis 1985 jusqu'à 1999, la baisse a été régulière, mais s'est progressivement ralentie. Depuis 2001, la tendance s'inverse. On assiste même à une légère accélération en 2005 en lien avec l'augmentation des pensions d'invalidité (+1,0 % en 2005 après +0,2 % en 2004).

En 2005, 275 millions d'euros sont consacrés à l'allocation supplémentaire invalidité.

2-Données issues de l'enquête DREES

L'enquête réalisée par la DREES auprès des principaux organismes prestataires de l'allocation du minimum vieillesse permet de mieux connaître la population des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse.

Les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse, en moyenne plus âgés que la population des 60 ans et plus

La population des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse se caractérise par une moyenne d'âge élevée : 76,0 ans (tableau B1), tandis que la moyenne d'âge de l'ensemble de la population âgée de 60 ans et plus au 1^{er} janvier 2006 est de 72,5 ans⁶. L'âge moyen des allocataires a pourtant tendance à diminuer : il a baissé de 0,3 an par rapport à 2004 et de 2 ans entre 2000 et 2005 (contre - 0,5 an entre 2000 et 2005 pour la population des 60 ans et plus). Aussi, bien que la population des allocataires compte une très forte proportion de personnes âgées de 80 ans ou plus (35,8 % des allocataires ont dépassé 80 ans en 2005 contre 22,4 % de l'ensemble des personnes de 60 ans ou plus), cette part régresse légèrement : l'âge moyen dépasse les 80 ans (82,2 ans pour la MSA non salariés, 83,8 pour la CANCAVA et 81,9 pour l'ORGANIC) et la part des plus de 80 ans parmi les allocataires de ces régimes atteint 60 % ou plus (61,4 % pour la MSA non salariés, 59,9 % pour l'ORGANIC et 69,3 % pour la CANCAVA). Dans ces trois régimes, la couverture vieillesse s'est améliorée progressivement depuis 1973, mais les retraités les plus âgés n'ont pas bénéficié de ces mesures d'amélioration.

Les femmes demeurent très majoritaires mais la part des hommes progresse

Jusqu'à 69 ans, les allocataires hommes sont plus nombreux que les femmes (53,8 % contre 46,2 % pour les 65-69 ans) (tableau B2 et encadré 3). Au-delà, ces dernières deviennent majoritaires : leur proportion croît de manière continue pour atteindre 87,7 % des personnes âgées de 90 ans ou plus. Toutefois, la part des hommes s'accroît légèrement par rapport aux années précédentes, et ce, dès 69 ans et surtout pour les classes d'âge « intermédiaires ». En 5 ans, la part des allocataires hommes de 75 à 79 ans a ainsi gagné près de 5 points passant de 37,5 % à 42,3 %. Il en est de même au sein des 80-89 ans où ils représentent désormais 33,4 % des allocataires. Du fait de la surmortalité masculine, l'âge moyen des femmes bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse est plus élevé que celui des hommes, 78,2 ans contre 72,9 ans (tableau B1), et 45,3 % des allocataires femmes ont plus de

³ Bilan démographique au 1^{er} janvier 2006, INSEE.

80 ans. Si la moyenne d'âge des femmes varie très peu, celle des hommes, en revanche baisse régulièrement en lien avec le fait que les « nouveaux entrants » sont plutôt des hommes entre 60 et 69 ans. Entre 2000 et 2005, alors que le nombre d'allocataires femmes s'est contracté de presque 28 %, le nombre d'allocataires hommes baissait seulement de 10 %.

La part des allocataires dans la population totale (tableau B3) augmente avec l'âge : elle passe de 2,3 % pour les 60-64 ans à 4,2 % pour les 75-79 ans, pour atteindre 11,0 % pour les plus de 90 ans et même 12,7 % chez les femmes de plus de 90 ans. Les générations les plus anciennes ont, en effet, bénéficié de niveaux de pension moins favorables que leurs cadettes. Les retraites se sont améliorées au fil des générations grâce notamment à de meilleures carrières salariales.

Plus des deux tiers des allocataires vivent seuls

Les allocataires sont majoritairement des personnes isolées (célibataires, veuves ou divorcées). Elles représentent 67,4 % des bénéficiaires, en légère baisse par rapport à 2004 (tableau B2), alors que la part des isolés parmi l'ensemble de la population des 60 ans est de 40,8 % (tableau B4). Mais cet écart se réduit avec l'âge : l'effet de l'âge (le nombre de personnes isolées augmente avec l'âge) compense progressivement l'effet de structure (il y a davantage d'isolés parmi les allocataires que dans la population totale).

Les femmes sont particulièrement nombreuses parmi les allocataires isolés : celles qui sont « isolées » (veuves ou non mariées) représentent 51,1 % des allocataires (tableau B2), soit plus des trois quarts (75,8 %) des allocataires isolés.

Plusieurs phénomènes se conjuguent pour expliquer les caractéristiques spécifiques de la population des titulaires du minimum vieillesse. Les générations les plus âgées bénéficient de retraites moins favorables que les plus jeunes, ce qui explique en partie la forte présence d'allocataires parmi les plus âgés. De plus, les femmes, déjà sur-représentées parmi les tranches d'âge élevées du fait de leur plus grande longévité, ont des pensions en moyenne plus faibles que les hommes. C'est le cas en particulier pour celles qui, au décès de leur mari, ne perçoivent qu'une pension de réversion⁷.

Les femmes touchent en moyenne une allocation légèrement plus faible que celle des hommes

Le montant mensuel moyen de l'allocation pour l'ensemble des allocataires, isolés ou mariés, s'élève à 227,7 € (tableau B6). Le montant mensuel moyen perçu par les hommes isolés est de 230,5 € contre 220,9 € pour les femmes isolées.

Le niveau moyen de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse évolue aussi selon les régimes (tableau B7) : il varie de 63,7 € pour le FSPOEIE à 328,6 € le maximum, pour le SASV. La faiblesse du montant moyen de l'allocation versée par le FSPOEIE, comme par la SNCF et la CNRACL (respectivement 90,7 € et 84,9 €) s'explique par la forte proportion des femmes percevant de ces régimes une pension de réversion (tableau B5). L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse vient compléter des droits de réversion relativement proche du minimum vieillesse.

⁷ Pour plus de détails, voir Nicole Coëffic, « Faibles retraites et minimum vieillesse », Études et résultats n° 82, septembre 2000.

La proportion d'allocataires à taux plein continue de progresser

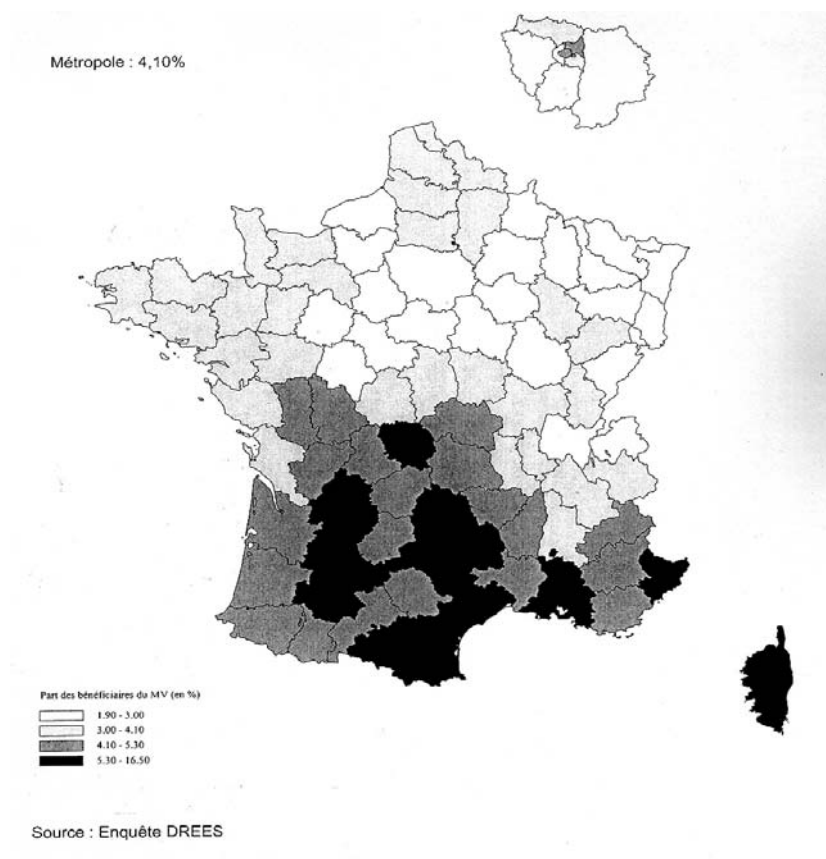
Près de 30 % des bénéficiaires perçoivent une allocation à taux plein dont le montant mensuel s'élève, en 2005, à 353,2 € (tableau B7). La part d'allocations à taux plein la plus importante est servie par le SASV, qui prend en charge toutes les personnes ne bénéficiant d'aucune pension de retraite, par conséquent la plupart du temps sans autre source de revenu.

Depuis 1999, la part d'allocations à taux plein augmente continuellement. Elle est passée de 22,1 % en 1999, à 29,4 % en 2005. Cette augmentation pourrait résulter de la mise en œuvre de la loi du 11 mai 1998, qui ouvre le droit à l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse à tous les étrangers. Ces derniers n'ont vraisemblablement pas pu faire valider des carrières complètes en France et perçoivent donc de faibles pensions.

Une disparité géographique des bénéficiaires

Les allocataires sont particulièrement nombreux dans les régions plus rurales de l'Ouest et du Sud Ouest de la France (tableau C4 et carte ci-dessous) : 5,7 % des personnes âgées de 60 ans ou plus bénéficient de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse en Limousin, 5,6 % en Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon, 4,7 % en Aquitaine et 4,6 % en Auvergne. Cette proportion atteint 7,9 % en Lozère et dans la Haute-Vienne, 7,4 % dans le Gers, 6,7 % en Aveyron, 6,1 % dans le Cantal, 5,5 % dans le Lot et Garonne. On note aussi une part importante des allocataires dans le Sud-Est, avec 5,9 % en région PACA et même 16,5 % en Corse.

Proportion d'allocataires du minimum vieillesse fin 2005
parmi la population âgée de 60 ans ou plus, par département



B- L'allocation de premier étage du Minimum vieillesse

Au 31 décembre 2005, le nombre de bénéficiaires d'une allocation de premier étage⁸ dépasse les 468 000 personnes (tableau A1). Parmi eux, 322 000 personnes perçoivent, sans conditions de résidence, la majoration L 814-2 versée par les caisses de retraite en cas de pension de droit direct ou de reversion inférieure à l'AVTS (246 € par mois). Une faible part de personnes résidentes, estimée à 8 000 personnes, bénéficie uniquement d'une allocation de premier étage. Enfin, 138 000 personnes cumulent l'allocation de premier et de deuxième étage. Parmi elles, près de 65 000 relèvent du SASV.

1- Données d'ensemble

Près de 70 % des allocataires du premier étage sont des non résidents

Parmi les allocataires du premier étage, près de 80 % relèvent du régime général, 14 % du SASV, 2,6 % de la caisse des mines, 2,3 % de la MSA des salariés agricoles. En 2005, on estime à près de 138 000 les bénéficiaires qui cumulent une allocation de premier étage et l'allocation du deuxième étage, soit à peine un quart des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. À ces allocataires s'ajoutent des personnes résidant à l'étranger, ne pouvant prétendre, du fait de leur non-résidence en France, à l'allocation supplémentaire. Ces non résidents constituent 70 % des allocataires du 1^{er} étage. Il s'agit le plus souvent de personnes immigrées, ayant travaillé peu d'années en France et touchant de faibles retraites, qui sont retournées vivre dans leur pays d'origine.

La hausse du nombre d'allocataires du premier étage se poursuit en 2005

Entre 2004 et 2005, le nombre d'allocataires percevant le premier étage du minimum vieillesse s'est accru d'environ 4 %. Cette évolution d'ensemble s'explique essentiellement par celle de la CNAV (+ 5,4 %). Ce sont les bénéficiaires non résidents, majoritaires, qui connaissent une hausse sensible, tandis que le nombre d'allocataires résidents progressent peu, voire diminuent pour certaines caisses. Aussi, plus la part des non-résidents au sein d'une caisse est élevée, plus elle voit son nombre d'allocataires du premier étage augmenter. La caisse des mines, qui est celle dont la proportion de non résidents est la plus élevée (autour de 95 %), enregistre la plus forte progression, de l'ordre de 10 %. Vient ensuite la CNAV (81 % de non-résidents) puis la MSA salariés agricoles (67 %). Le nombre d'allocataires relevant de cette dernière caisse augmente, de 3,5 % en 2005. Le nombre de bénéficiaires relevant de la CANCAVA, parmi lesquels les non-résidents représentent moins de 2 %, décroît de 8,5 % et celui du SASV, exclusivement résidents, progresse faiblement (+ 0,8 %).

Contrairement à l'évolution sur moyen terme du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, la tendance est orientée à la hausse pour l'allocation de premier étage. Entre 2000 et 2005, alors que les effectifs du deuxième étage se contractaient de 20 %, ceux du premier étage progressaient de 28 %. L'augmentation

⁸ les allocations de premier étage s'entendent ici hors AVTS, AVTNS et leurs allocations dérivées, hors Secours viager, hors allocation aux mères de famille (AMF). En 2005, les bénéficiaires de ces allocations représentent 3% de l'ensemble des bénéficiaires du premier étage. La moitié d'entre eux percevaient le secours viager.

concerne davantage les bénéficiaires non-résidents, ayant travaillé peu d'années en France, que les bénéficiaires résidents. Ainsi, en l'espace de cinq ans, le nombre des allocataires relevant de la CNAV métropole (l'essentiel des allocataires) s'est accru de +45 % pour les non résidents, contre +11 % pour les résidents, faisant passer leur part de 76 % à 81 %.

Les dépenses relatives au premier étage s'élèvent à 934 millions d'euros en 2005⁹, en hausse de 4,6 %, en euros constants, par rapport à 2004.

2-Données issues de l'enquête réalisée par la DREES

En 2005, la DREES a également interrogé les principaux organismes prestataires sur les bénéficiaires de l'allocation de premier étage (uniquement les bénéficiaires de la majoration L814-2 ou de l'allocation spéciale)

Une population moins âgée que celle des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire, constituée de presque autant d'hommes que de femmes

Les allocataires bénéficiaires du premier étage sont plutôt plus jeunes que les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire minimum vieillesse. Plus des trois quarts ont entre 65 et 79 ans et moins de 20 % ont plus de 80 ans (contre respectivement 52 % et 36 % pour les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire) (tableau B8).

Bien que les femmes y soient majoritaires avec 51,8 %, la répartition entre les femmes et les hommes est plus équilibrée que celle des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire (tableau B9). Cette équi-répartition se vérifie surtout pour les tranches d'âge de 65 à 74 ans.

La population des allocataires du premier étage est composée très majoritairement (près de 70 %) de non-résidents, notamment de résidents originaires des pays extra-communautaires (tableau B10). Les caisses de travailleurs salariés gèrent davantage d'allocataires non-résidents, celles des travailleurs indépendants, ou relevant directement ou indirectement de la fonction publique sont en revanche peu concernées.

Ces caractéristiques témoignent ainsi du fait que la population des allocataires du 1^{er} étage comprend une population spécifique, celles d'hommes immigrés en France dans les années soixante, venus travailler dans des secteurs à forte demande en main d'œuvre salariée peu qualifiée, tels l'agriculture, les mines, et qui vivent actuellement dans leur pays d'origine. La population des allocataires résidents s'apparente davantage, dans ses caractéristiques socio-économiques, à celle des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse.

Un peu moins de la moitié des bénéficiaires touchent moins de 167 euros par mois

En 2005, près de 44 % des allocataires du 1^{er} étage touchaient moins de 167 euros par mois. À l'autre extrémité, si moins de 0,1 % était à taux plein, 21,6 % touchaient entre 233 et 246 euros par mois (tableau B11).

⁹ hors dépenses AVTS, AVTNS et leurs allocations dérivées, hors Secours viager, hors allocation aux mères de famille qui représentent 3,7 % des dépenses liées aux prestations du premier étage.

Encadré n° 2

Quel est le régime compétent pour verser les allocations du minimum vieillesse?

L'organisme compétent pour attribuer les allocations de 1^{er} et/ou 2^{ème} étage du minimum vieillesse ainsi que l'allocation supplémentaire invalidité varie selon le nombre et la nature des avantages dont bénéficie le demandeur.

Si l'assuré est titulaire d'un seul avantage de vieillesse ou d'invalidité, c'est l'organisme débiteur de cet avantage qui est compétent.

Dans le cas où l'assuré est titulaire de plusieurs avantages à différents régimes :

- Si le demandeur est titulaire d'une prestation du régime des non salariés agricoles et a la qualité d'exploitant agricole à la date de la demande, c'est le régime des non salariés agricoles (MSA) qui est compétent ;
- Si le demandeur n'est pas dans le premier cas de figure et que le régime général lui sert un avantage vieillesse ou invalidité, c'est ce dernier qui est compétent (CNAVTS) ;
- Si l'intéressé ne perçoit d'avantage ni au régime général ni à celui des non-salariés agricoles, le régime compétent est celui servant l'avantage dont le montant trimestriel est le plus élevé.

(Code de la Sécurité sociale, art. R815-9, R815-13, art. R815-18 et art. R815-76).

Encadré n° 3

Les limites de l'analyse par sexe

L'analyse par sexe ne pose pas de problème quand le retraité est une personne isolée : il est alors clairement identifié, titulaire et bénéficiaire de l'allocation supplémentaire. On peut donc appréhender sans problème particulier la population des allocataires isolés, selon leur sexe.

En revanche, l'analyse par sexe est plus délicate quand on considère la population des personnes mariées. En effet, dans le cas d'un couple marié, ce sont les ressources du couple qui sont prises en compte : les retraités ne sont pas considérés individuellement, mais en tant que couple. Il peut y avoir un seul titulaire de l'allocation supplémentaire si une seule allocation suffit pour que les ressources du couple atteignent le minimum vieillesse ou deux titulaires, si nécessaire.

Si le couple bénéficie de deux allocations, celles-ci sont obligatoirement de même montant. Sur le plan de l'analyse, on se retrouve alors dans une situation comparable à celle connue pour les allocataires isolés : titulaire et bénéficiaire de l'allocation supplémentaire sont confondus, l'analyse par sexe ne pose pas problème.

Si le couple ne bénéficie que d'une seule allocation, le titulaire de l'allocation peut indifféremment être l'un ou l'autre des deux conjoints : on a alors une allocation, un allocataire, mais deux bénéficiaires. L'analyse par sexe est alors plus difficile, puisque l'allocation est attribuée arbitrairement à l'homme ou à la femme du couple. La sur-représentation des hommes parmi les allocataires mariés tendrait à indiquer que le titulaire de l'allocation supplémentaire au sein d'un couple marié est plus souvent l'homme que la femme. Mais il n'est pas possible de confirmer cette hypothèse avec les données disponibles.

BIBLIOGRAPHIE des dernières publications de la DREES sur le minimum vieillesse

Delphine Nivière avec la collaboration de Cécile Dindar et de Marie Hennion, « Les allocataires des minima sociaux en 2005 », Drees, Études et résultats, n° 539, novembre 2006.

Franz Kohler, « L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse – Bénéficiaires au 31 décembre 2004 », Collection Document de travail, Série Statistiques, n° 91, décembre 2004.

« Les Comptes de la protection sociale 2005 », Drees, Document de travail, Collection Statistiques, n° 104, décembre 2006.

Nicole Coëffic, « Faibles retraites et minimum vieillesse », Drees, Études et résultats, n° 82, septembre 2000.

**II - Tableaux d'ensemble
issus du rapprochement de sources diverses**

**Tableau A1 – Les allocations du minimum vieillesse ⁽¹⁾ en 2005 :
effectifs bénéficiaires et montants versés par régime**

REGIMES	Allocation de premier étage ⁽²⁾ (L814-1 ou L814-2)		Allocation supplémentaire			
			Allocation supplémentaire vieillesse (L 815-2)		Allocation supplémentaire Invalidité (L 815-3)	
	Bénéficiaires au 31.12.05	Montants (en millions d'euros)	Bénéficiaires au 31.12.05	Montants (en millions d'euros)	Bénéficiaires au 31.12.05	Montants (en millions d'euros)
REGIME GENERAL	370 326	702,00	413 181	1 102,9		
dont - Métropole	348 892	668,52	351 571	910,8	100 867	238,8
- Caisses DOM	21 434 ⁽⁵⁾	33,47	61 610 ⁽⁵⁾	192,1		
EXPLOITANTS AGRICOLES	4 549 *		70 896	89,1	4 158	12,3 ⁽⁷⁾
dont - Métropole	3 031	4,75	60 556	58,0		
- Caisses DOM	1 518 ^{**} (5)	2,25	10 340	31,2		
SASV	64 683	198,02	66 417	259,6		
SALARIES AGRICOLES	10 741	21,93	25 308	68,6	5 269	17,2
ORGANIC (commerçants)	3 648	5,98	11 027	31,2	532	1,1
CANCAVA (artisans)	1 028	1,55	8 831	21,2	1 010	3,4
CAVIMAC (cultes)	413	0,49	9 197	27,6	22	0,1
CAMR ⁽³⁾	0 ⁽⁶⁾		50 ⁽⁶⁾	0,1		
PROFESSIONS LIBERALES	103 ⁽⁶⁾	0,20	224 ⁽⁶⁾	0,6	23	0,1
REGIMES SPECIAUX :	12 196	26,99	4 254	6,9	742	2,1
- SNCF	5	0,01	742	0,8	127	0,3
- Mines	12 053	26,79	828	1,5	59	0,2
- ENIM (marins)	103	0,13	1 153	3,1	37	0,1
- Ouvriers de l'Etat	0		166	0,2	36	0,1
- Collectivités locales	1		360	0,4	455	1,3
- Autres ⁽⁴⁾	31 ⁽⁶⁾	0,05	104 ⁽⁶⁾	0,0	28	0,1
- Fonctionnaires	3 ⁽⁶⁾	0,01	901 ⁽⁶⁾	1,0		
TOTAL	467 687 *	964,15	609 385	1 608,0	112 623	275,1 ⁽⁸⁾
dont Métropole	455 497	428 897,0	537 435			
D.O.M	22 952 ^{**} (3)		71 950			

⁽¹⁾ Hors allocation spéciale à Mayotte

⁽²⁾ Hors AVTS, AVTNS et leurs allocations dérivées, hors Secours viager, hors allocation aux mères de famille (AMF). En 2005, les bénéficiaires de ces allocations représentent 3% de l'ensemble des bénéficiaires du premier étage (3,7% des dépenses). La moitié d'entre eux percevaient le secours viager.

⁽³⁾ La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992

⁽⁴⁾ RATP, EDF-GDF, SEITA, CRPCEN, CCIP...

⁽⁵⁾ Hors champ de l'enquête DREES. Les effectifs DOM sont ici les effectifs gérés par les caisses des DOM.

⁽⁶⁾ Hors champ de l'enquête DREES.

⁽⁷⁾ Il n'est pas possible de distinguer les montants versés aux DOM de ceux versés en Métropole.

⁽⁸⁾ Ces chiffres concernent la métropole, sauf pour les exploitants agricoles où les montants versés aux DOM sont inclus.

* calculs réalisés avec les effectifs DOM exploitants agricoles 2005 reconduits à leur niveau 2004, faute de données actuellement disponibles

** effectifs DOM exploitants agricoles 2005 reconduits à leur niveau 2004

Sources : Enquête DREES, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A2 - Évolution, depuis 1960, du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse et invalidité

Effectifs au 31 décembre

ANNEES	Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire Vieillesse	Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire Invalidité	ENSEMBLE
1960	2 468 912	71 136	2 540 048
1961	2 378 507	69 306	2 447 813
1962	2 354 467	67 812	2 422 279
1963	2 287 880	68 420	2 356 300
1964	2 341 531	68 686	2 410 217
1965	2 348 177	69 699	2 417 876
1966	2 356 732	70 055	2 426 787
1967	2 330 609	75 057	2 405 666
1968	2 317 450	76 759	2 394 209
1969	2 251 019	86 560	2 337 579
1970	2 209 988	85 351	2 295 339
1971	2 141 031	85 665	2 226 696
1972	2 092 262	86 693	2 178 955
1973	2 066 872	87 947	2 154 819
1974	2 033 563	89 777	2 123 340
1975	2 041 949	90 761	2 132 710
1976	2 025 369	95 396	2 120 765
1977	1 981 753	96 833	2 078 586
1978	1 927 577	102 502	2 030 079
1979	1 854 768	110 132	1 964 900
1980	1 753 841	110 980	1 864 821
1981	1 706 640	112 929	1 819 569
1982	1 700 053	114 900	1 814 953
1983	1 653 791	120 760	1 774 551
1984	1 604 782	124 728	1 729 510
1985	1 539 468	139 232	1 678 700
1986	1 482 246	138 446	1 620 692
1987	1 421 011	136 926	1 557 937
1988	1 367 228	132 400	1 499 628
1989	1 298 761	133 309	1 432 070
1990	1 212 922	132 992	1 345 914
1991	1 161 152	122 629	1 283 781
1992	1 098 558	113 530	1 212 088
1993	1 061 681	110 542	1 172 223
1994	1 040 914	109 260	1 150 174
1995	988 825	104 746	1 093 571
1996	942 581	102 457	1 045 038
1997	886 061	102 013 ⁽¹⁾	988 074
1998	840 678	101 571	942 249
1999	807 831	101 136 ⁽¹⁾	908 967
2000	765 907	104 389	870 296
2001	723 089	105 000 ⁽¹⁾	828 089
2002	668 036	105 355 ⁽¹⁾	773 391
2003	634 163	111 248	745 411
2004	621 648	111 512	733 160
2005	609 385	112 623	722 008

⁽¹⁾ Estimation.

NB : Jusqu'en 1993 compris, les effectifs concernant les DOM étaient minorés dans leur estimation.

Sources : Enquête DREES, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A3 - Évolution, depuis 1992, des effectifs de titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, par régime

Régimes	2005		% évolution depuis 2004 (sur un an)	% évolution depuis 2000 (sur cinq ans)	% évolution depuis 1995 (sur dix ans)
	Effectifs	% en colonne			
REGIME GENERAL	413 181	67,8	-0,1	-5,6	-14,1
EXPLOITANTS AGRICOLES	70 896	11,6	-11,0	-61,7	-78,4
SASV	66 417	10,9	0,6	3,6	-9,2
SALARIES AGRICOLES	25 308	4,2	-5,4	-24,6	-40,0
ORGANIC (commerçants)	11 027	1,8	-7,9	-34,4	-56,3
CANCAVA (artisans)	8 831	1,5	-9,7	-41,3	-63,3
CAVIMAC (cultes)	9 197	1,5	4,0	54,4	46,8
CAMR	50	ns	ns	ns	ns
PROFESSIONS LIBERALES	224	ns	ns	ns	ns
REGIMES SPECIAUX	4 254	0,7	-8,4	-38,7	-48,0
ENSEMBLE	609 385	100,0	-2,0	-20,4	-38,4

ns : non significatif en raison de la faiblesse des effectifs.

Sources : Enquête DREES, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A4 - Évolution, depuis 1990, des dépenses de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse et invalidité, par régime

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
VIEILLESSE												
REGIME GENERAL	1 205,1	1 072,2	1 080,4	1 035,4	1 021,3	1 046,1	1 063,9	1 070,3	1 122,0	1 070,2	1 071,4	1 102,9
- Métropole	1061,5	902,8	901,6	858,7	844,0	864,4	880,5	883,9	931,9	879,5	880,1	910,8
- DOM	143,6	169,4	178,8	176,7	177,3	181,7	183,4	186,4	190,1	190,6	191,3	192,1
EXPLOITANTS AGRICOLES	952,0	671,6	635,7	543,3	453,7	365,7	262,2	211,8	190,2	119,2	97,3	89,1
- Métropole	912,1	627,8	590,1	500,2	409,5	322,6	219,8	173,7	153,5	85,5	65,2	58,0
- DOM	39,9	43,8	45,6	43,1	44,2	43,1	42,4	38,1	36,8	33,7	32,2	31,2
SASV	243,6	237,5	238,6	232,2	225,9	236,8	231,6	237,0	254,5	251,3	255,9	259,6
SALARIES AGRICOLES	117,7	97	100,0	94,5	90,1	86,4	80,6	80,0	80,8	74,0	71,0	68,6
ORGANIC (commerçants)	97,1	71,7	68,4	62,4	57,3	53,8	45,0	43,0	43,7	35,5	33,1	31,2
CANCAVA (artisans)	77,9	59,5	57,0	52,3	44,7	37,4	37,7	34,9	34,5	26,9	23,7	21,2
CAVIMAC (cultes)	12,5	13,9	14,3	14,3	13,0	14,8	14,9	14,7	14,5	15,1	24,5	27,6
CAMR		nd	nd	nd	nd	nd	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
PROFESSIONS LIBERALES	1,7	1,1	1,1	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6
REGIMES SPECIAUX	9,3	9,9	9,9	10,1	8,7	8,5	9,2	8,7	8,6	8,1	7,5	6,9
TOTAL VIEILLESSE	2 716,9	2 234,4	2 205,4	2 045,4	1 915,5	1 850,3	1 746,2	1 701,5	1 749,8	1 601,2	1 585,1	1 608,0
INVALIDITE												
REGIME GENERAL	194,3	189,4	199,9	201,3	206,0	215,3	214,5	219,7	223,1	219,2	232,7	238,8
- Métropole	188,0	183,1	193,3	195,0	200,2	209,5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
- DOM	6,3	6,3	6,6	6,3	5,8	5,8	nd	nd	nd	nd	nd	nd
EXPLOITANTS AGRICOLES	28,2	21,2	20,1	18,3	17,1	15,5	14,3	14,0	15,0	14,7	13,5	12,3
- Métropole	28,2	20,3	19,2	17,5	16,2	14,8	nd	nd	nd	nd	nd	nd
- DOM	*	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	nd	nd	nd	nd	nd	nd
SALARIES AGRICOLES	20,6	16,9	16,3	15,7	15,2	16,0	17,2	17,5	16,9	16,6	16,5	17,2
ORGANIC (commerçants)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,1
CANCAVA (artisans)	4,3	2,9	2,9	2,9	3,0	3,2	3,2	3,3	3,5	3,6	3,5	3,4
CAVIMAC (cultes)											0,0	0,1
PROFESSIONS LIBERALES											0,1	0,1
REGIMES SPECIAUX	1,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,2	2,1	2,1	2,1
TOTAL INVALIDITE	249,9	233,8	242,7	241,7	244,8	253,6	252,8	258,3	261,8	257,3	269,3	275,1
TOTAL GENERAL	2 966,8	2 468,2	2 448,1	2 287,1	2 160,3	2 103,9	1 999,0	1 959,8	2 011,6	1 858,5	1 854,5	1 883,4
- % d'évolution sur un an (en euros constants)	-	-5,3	-2,8	-7,7	-6,1	-3,1	-6,6	-3,5	0,7	-9,5	-2,3	-0,2
- % d'évolution depuis 1990 (en euros constants)	-	-26,1	-28,1	-34,0	-38,0	-39,7	-43,6	-45,4	-45,2	-50,4	-51,4	-51,3

* : non disponible ; inclus dans métropole.

nd : non disponible.

Sources : Enquête DREES, Caisse des dépôts et consignations, CNAMIS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A5 - Évolution, depuis 1970, des montants de l'AVTS, de l'allocation supplémentaire, du minimum vieillesse (personne seule et couple) et taux d'évolution annuels de ces montants comparés avec l'indice des prix et avec les taux de revalorisation des pensions du régime général

Date d'effet	Montants bruts annuels (en euros courants)				Taux d'évolution sur un an (en %)					Alloc. supplém. / minimum vieillesse (en %)
	AVTS	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse Personne seule	Minimum vieillesse Couple	AVTS	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse	Indice des prix ⁽¹⁾	Taux de reval. pensions CNAV	
01/01/1970	251,5	190,6	442,1	884,2	-	-	-	-	-	43,1
01/01/1971	266,8	228,7	495,5	990,9	6,1	20,0	12,1	5,5	11,9	46,2
01/01/1972	282,0	274,4	556,4	1 112,9	5,7	20,0	12,3	6,2	10,1	49,3
01/01/1973	320,1	365,9	686,0	1 372,0	13,5	33,3	23,3	7,2	11,5	53,3
01/01/1974	373,5	419,2	792,7	1 585,5	16,7	14,6	15,6	13,8	19,9	52,9
01/01/1975	495,5	541,2	1 036,7	2 073,3	32,7	29,1	30,8	11,8	13,5	52,2
01/01/1976	571,7	655,5	1 227,2	2 454,4	15,4	21,1	18,4	9,7	18,7	53,4
01/01/1977	655,5	716,5	1 372,0	2 744,1	14,7	9,3	11,8	9,3	17,5	52,2
01/01/1978	800,4	876,6	1 676,9	3 353,9	22,1	22,3	22,2	9,1	7,1	52,3
01/01/1979	975,7	990,9	1 966,6	3 933,2	21,9	13,0	17,3	10,8	20,3	50,4
01/01/1980	1 128,1	1 097,6	2 225,8	4 451,5	15,6	10,8	13,2	13,5	4,0	49,3
01/01/1981	1 295,8	1 295,8	2 591,6	5 183,3	14,9	18,1	16,4	13,4	19,7	50,0
01/01/1982	1 539,7	2 119,0	3 658,8	6 768,7	18,8	63,5	41,2	11,8	13,3	57,9
01/01/1983	1 722,7	2 317,2	4 039,9	7 470,0	11,9	9,4	10,4	9,6	11,7	57,4
01/01/1984	1 823,3	2 452,9	4 276,2	7 832,8	5,8	5,9	5,8	7,4	5,9	57,4
01/01/1985	1 927,0	2 591,6	4 518,6	8 212,4	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	57,4
01/01/1986	2 006,2	2 699,9	4 706,1	8 528,0	4,1	4,2	4,1	2,7	4,1	57,4
01/01/1987	2 053,5	2 762,4	4 815,9	8 639,3	2,4	2,3	2,3	3,1	2,3	57,4
01/01/1988	2 126,7	2 863,0	4 989,7	8 953,3	3,6	3,6	3,6	2,7	3,6	57,4
01/01/1989	2 181,5	2 937,7	5 119,2	9 186,6	2,6	2,6	2,6	3,6	2,6	57,4
01/01/1990	2 256,2	3 036,8	5 293,0	9 497,6	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	57,4
01/01/1991	2 324,1	3 129,0	5 453,1	9 784,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,0	57,4

Tableau A5 (fin) - Évolution, depuis 1970, des montants de l'AVTS, de l'allocation supplémentaire, du minimum vieillesse (personne seule et couple) et taux d'évolution annuels de ces montants comparés avec l'indice des prix et avec les taux de revalorisation des pensions du régime général

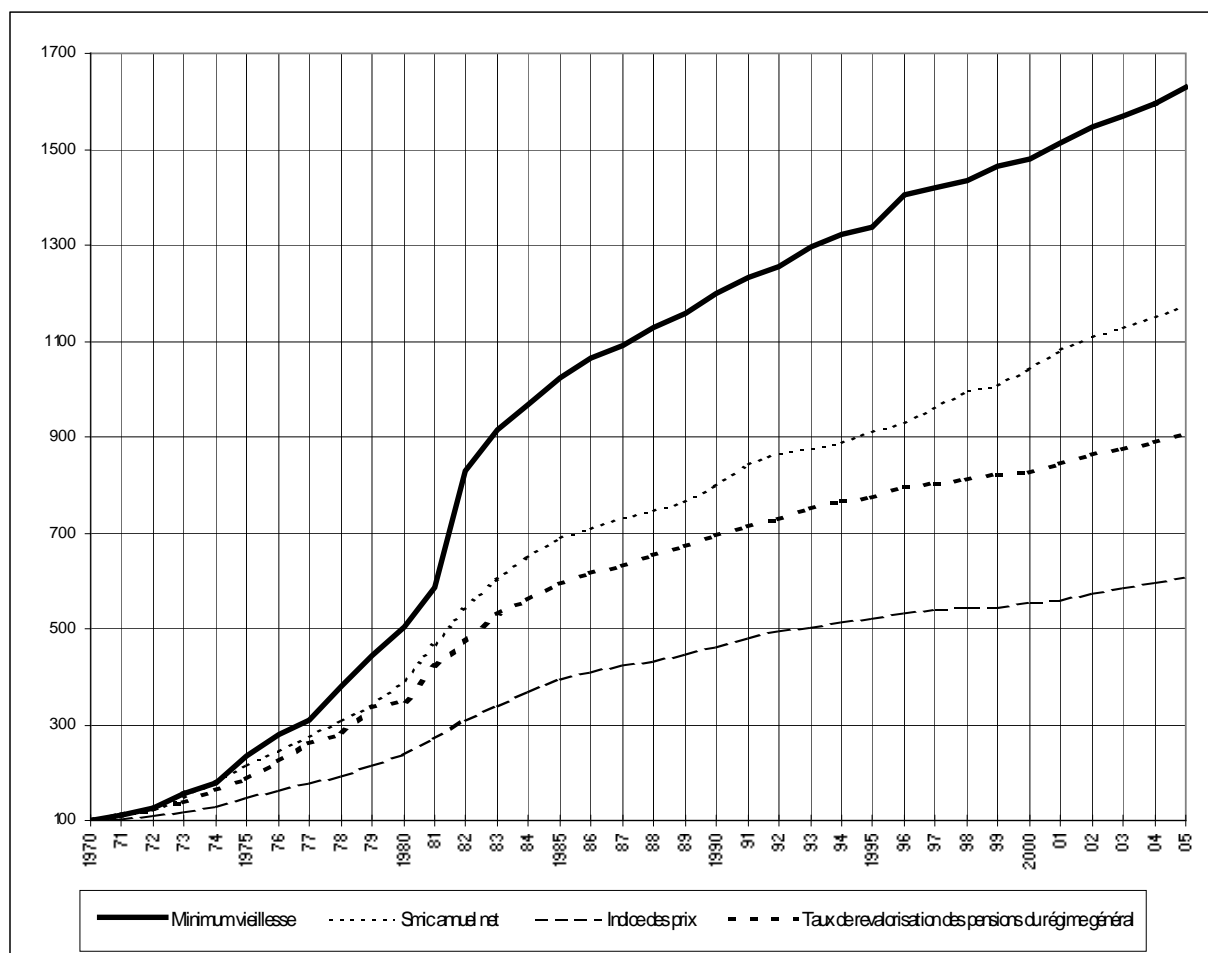
Date d'effet	Montants bruts annuels (en euros courants)				Taux d'évolution sur un an (en %)					Alloc. supplém. / minimum vieillesse (en %)
	AVTS	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse Personne seule	Minimum vieillesse Couple	AVTS	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse	Indice des prix ⁽²⁾	Taux de reval. pensions CNAV	
01/01/1992	2 366,0	3 186,2	5 552,2	9 961,0	1,8	1,8	1,8	2,4	1,8	57,4
01/01/1993	2 440,7	3 286,8	5 727,5	10 275,1	3,2	3,2	3,2	2,1	3,1	57,4
01/01/1994	2 489,5	3 352,4	5 841,8	10 480,9	2,0	2,0	2,0	1,6	2,0	57,4
01/01/1995	2 519,5	3 392,9	5 912,4	10 606,8	1,2	1,2	1,2	1,8	1,2	57,4
01/01/1996	2 582,9	3 622,8	6 205,7	11 133,0	2,5	6,8	5,0	2,0	2,5	58,4
01/01/1997	2 614,0	3 666,4	6 280,4	11 266,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	58,4
01/01/1998	2 642,9	3 706,8	6 349,7	11 391,0	1,1	1,1	1,1	0,7	1,1	58,4
01/01/1999	2 674,7	3 802,1	6 476,8	11 618,9	1,2	2,6	2,0	0,5	1,2	58,7
01/01/2000	2 688,1	3 853,5	6 541,6	11 735,1	0,5	1,4	1,0	1,7	0,5	58,9
01/01/2001	2 747,3	3 938,2	6 685,5	11 993,2	2,2	2,2	2,2	1,6	2,2	58,9
01/01/2002	2 807,7	4 024,9	6 832,6	12 257,0	2,2	2,2	2,2	1,9	2,2	58,9
01/01/2003	2 849,8	4 085,2	6 935,1	12 441,0	1,5	1,5	1,5	2,1	1,5	58,9
01/01/2004	2 898,3	4 154,7	7 053,0	12 652,4	1,7	1,7	1,7	2,1	1,7	58,9
01/01/2005	2 956,3	4 237,8	7 194,0	12 905,4	2,0	2,0	2,0	1,8	2,0	58,9
01/01/2006	3 009,5	4 314,0	7 323,5	13 137,7	1,8	1,8	1,8	-	1,8	58,9

⁽¹⁾ variations de la moyenne annuelle de l'indice des prix. A partir de janvier 1993, l'indice des prix est celui de l'ensemble des ménages y compris tabac. A partir de 1998, il s'agit du même indice, mais il inclut les DOM en sus de la métropole.

⁽²⁾ Ces pourcentages sont calculés sur la base annuelle des GMR (garanties mensuelles de rémunération). Depuis le 1er juillet 2005, un seul SMIC est applicable

Graphique A1 - Évolution, depuis 1970, du minimum vieillesse comparée à celle du SMIC, de l'indice des prix et du taux de revalorisation des pensions du régime général

Indice évolution : base 100 au 01/01/1970



NB : À partir de janvier 1993, l'indice des prix est celui de l'ensemble des ménages y compris tabac. À partir de 1998, c'est le même indice, mais il inclut les DOM en sus de la métropole.

**III - Tableaux issus de l'enquête réalisée par la DREES
auprès des douze principaux organismes prestataires de
l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse**

Présentation de l'enquête de la DREES

La DREES a mis en place, en collaboration avec les principaux organismes prestataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (caisses de retraite et SASV), un dispositif statistique de suivi des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. À partir de ses fichiers, chaque organisme fournit un ensemble de tableaux standardisés sur les allocataires, établis à la date du 31 décembre. Ces tableaux sont concaténés et exploités par la DREES. Les variables exploitées sont les suivantes : âge, état matrimonial, département de résidence, montant de la prestation versée.

La première exploitation complète a porté sur la situation au 31 décembre 1983.

La population concernée est l'ensemble des allocataires relevant des organismes suivants :

- CNAVTS (caisse métropole)
- Mutualité Sociale Agricole (exploitants et salariés agricoles)
- Caisse des Dépôts et Consignations (SASV, FSPOEIE, CNRACL)
- ORGANIC (commerçants)
- CANCAVA (artisans)
- ENIM (marins)
- CAVIMAC (cultes)
- SNCF
- CANSSM (mines)

Les bénéficiaires retraités de l'allocation supplémentaire du Service des pensions de l'État (901), du régime des professions libérales (224) ou de quelques régimes spéciaux, tels que EDF-GDF, Banque de France, RATP, sont exclus de l'enquête, ainsi que les allocataires relevant des caisses des départements d'outre-mer (environ 72 000 ; voir tableau A1).

Ainsi, au 31 décembre 2005, 536 156 bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, âgés de plus de 60 ans, sont dans le champ de l'enquête DREES, soit 88 % de l'ensemble des allocataires. Contrairement aux années antérieures à 2000, le champ couvert par l'enquête exclut les personnes âgées de moins de 60 ans car elles perçoivent l'allocation supplémentaire invalidité et non l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse.

Depuis 2006, pour les données 2005, le champ de l'enquête DREES a été élargi, auprès des mêmes caisses, aux bénéficiaires de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse¹⁰, Seules les personnes ayant un revenu inférieur au montant de l'AVTS peuvent y prétendre. Elle n'est pas soumise à des conditions de résidence. Ce complément de l'enquête DREES anticipe le passage, prochain, au nouveau dispositif¹¹ du minimum vieillesse instituant une prestation unique et différentielle : l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

¹⁰ On retient ici comme allocation de premier étage la majoration L814-2 et l'allocation spéciale L 814-1 qui représentent 97 % des bénéficiaires du premier étage. Sont ainsi exclus l'AVTS, l'AVTNS et leurs allocations dérivées, le Secours viager, l'allocation aux mères de famille (AMF).

¹¹ L'ordonnance du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse n'était pas au 31/12/06 entrée en vigueur.

Deux types de tableaux sont présentés ci-après :

- des tableaux de synthèse permettant de décrire la population des bénéficiaires du premier et deuxième étage du minimum selon quelques critères démographiques (âge, sexe, état matrimonial) ou le montant des allocations versées ;
- des tableaux détaillés par caisse ou (et) par département de résidence pour les seuls bénéficiaires de l'allocation supplémentaire

Les données de l'enquête servent aussi à alimenter la Banque de données des minima sociaux (BDMS), outil statistique de suivi des bénéficiaires de minima sociaux, mis en place par la DREES en 1997.

**Tableaux de synthèse
issus de l'enquête réalisée par la DREES**

Caractéristiques sociodémographiques des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse

Tableau B1 - Âge moyen et répartition par âge, sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse

Situation au 31 décembre 2005

	Isolés			Mariés			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
60 à 64 ans	21,6	9,3	12,3	12,2	8,9	11,3	16,0	9,2	12,0
65 à 69 ans	22,1	12,9	15,1	23,6	17,0	21,9	23,0	13,4	17,3
70 à 74 ans	19,5	14,4	15,7	22,5	20,7	22,0	21,3	15,3	17,7
75 à 79 ans	15,7	16,0	16,0	19,6	20,5	19,8	18,0	16,7	17,2
80 à 84 ans	12,1	18,2	16,7	14,1	16,7	14,8	13,3	18,0	16,1
85 à 89 ans	4,9	12,2	10,5	5,4	8,1	6,1	5,2	11,6	9,0
90 ans et plus	4,0	17,0	13,9	2,7	8,1	4,1	3,2	15,7	10,7
65 ans et plus	78,3	90,7	87,9	87,9	91,1	88,7	84,0	90,7	88,0
80 ans et plus	21,0	47,4	41,1	22,2	32,9	25,0	21,7	45,3	35,8
Ensemble	99,9	100,0	100,2	100,1	100,0	100,0	100,0	99,9	100,0
(Effectifs)	87 505	273 872	361 377	129 391	45 388	174 779	216 896	319 260	536 156
Âge moyen (en années)	72,2	78,5	77,0	73,3	75,9	74,0	72,9	78,2	76,0

NB - Les structures par âge sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont l'âge est inconnu. Celles-ci représentent 0,01 % de l'ensemble des allocataires.

Source : enquête DREES

Tableau B2 - Répartition par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, classés selon l'âge

Situation au 31 décembre 2005

		Isolés			Mariés			Ensemble		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	%	29,5	39,7	69,2	24,5	6,3	30,8	54,1	45,9	100,0
65 à 69 ans	%	20,9	37,9	58,8	32,9	8,3	41,2	53,8	46,2	100,0
70 à 74 ans	%	17,9	41,6	59,5	30,6	9,9	40,5	48,5	51,5	100,0
75 à 79 ans	%	14,9	47,6	62,5	27,4	10,1	37,5	42,3	57,7	100,0
80 à 84 ans	%	12,3	57,8	70,1	21,2	8,8	30,0	33,4	66,6	100,0
85 à 89 ans	%	8,9	69,0	77,9	14,5	7,6	22,1	23,4	76,6	100,0
90 ans et plus	%	6,2	81,3	87,5	6,1	6,4	12,5	12,3	87,7	100,0
Ensemble	%	16,3	51,1	67,4	24,1	8,5	32,6	40,5	59,5	100,0
(Effectifs)		87 505	273 872	361 377	129 391	45 388	174 779	216 896	319 260	536 156
- dont 65 ans et plus	%	14,5	52,6	67,1	24,1	8,8	32,9	38,6	61,4	100,0

Source : enquête DREES

Tableau B3 - Part des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse dans la population totale par âge

Situation au 31 décembre 2005

	Part des allocataires parmi la population totale (en %)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	2,6	2,1	2,3
65 à 69 ans	4,0	3,0	3,5
70 à 74 ans	4,0	3,4	3,7
75 à 79 ans	4,4	4,1	4,2
80 à 84 ans	4,7	5,4	5,2
85 à 89 ans	6,1	9,0	8,1
90 ans et plus	5,7	12,7	11,0
Ensemble (60 ans et plus)	3,9	4,3	4,1
- dont 65 ans et plus	4,3	4,8	4,6

Sources : enquête DREES et projections démographiques de l'INSEE au 1^{er} janvier 2006

Tableau B4 - Comparaison de la part des personnes isolées parmi les titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse à celle des personnes isolées parmi la population totale, par sexe et âge

Situation au 31 décembre 2005

	Part des allocataires isolés parmi les allocataires de chaque sexe (en %)			Part des personnes isolées parmi la population de chaque sexe (en %)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	54,6	86,3	69,2	20,8	32,2	26,6
65 à 69 ans	38,8	82,0	58,8	20,5	37,2	29,3
70 à 74 ans	36,9	80,8	59,5	21,5	46,6	35,5
75 à 79 ans	35,2	82,5	62,5	24,0	60,0	45,3
80 à 84 ans	36,6	86,8	70,0	29,2	74,6	58,0
85 à 89 ans	38,1	90,1	77,9	40,5	88,1	73,4
90 ans et plus	50,5	92,7	87,5	64,3	96,2	88,6
Ensemble (60 ans et plus)	40,3	85,8	67,4	23,9	53,4	40,8
- dont 65 ans et plus	37,6	85,7	67,2	24,9	58,2	44,5

Note de lecture: parmi les allocataires de sexe masculin et âgés de 60 à 64 ans, 54,6 % sont isolés (célibataires, veufs ou divorcés). Parmi l'ensemble des hommes du même âge, 20,8 % sont isolés.

Sources : enquête DREES et estimations DREES des situations matrimoniales à partir des estimations matrimoniales INSEE au 1er janvier 2006 et projections de population de l'INSEE au 1er janvier 2006

Tableau B5 - Âge moyen et structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse classés selon le régime

Situation au 31 décembre 2005

	Part des femmes parmi les allocataires (en %)	Part des isolés parmi les allocataires (en %)	Age moyen des allocataires (en années)		
			Hommes	Femmes	Ensemble
Régime général	56,4	61,3	71,7	76,8	74,6
Exploitants agricoles	67,2	79,7	78,5	84,0	82,2
SASV	69,2	84,7	72,6	75,3	74,4
Salariés agricoles	41,9	59,6	75,0	80,4	77,3
ORGANIC (Commerçants)	70,2	73,3	76,6	84,1	81,9
CANCAVA (Artisans)	67,3	72,7	78,8	86,2	83,8
CAMMAC (Cultes)	83,7	100,0	80,2	82,4	82,0
SNCF	90,0	85,2	70,4	85,9	84,4
ENIM (Marins)	51,7	62,6	75,4	81,1	78,3
CNRAQL (Collectivités locales)	76,1	86,9	68,7	77,1	75,1
CANSSM (Mines)	74,5	99,6	72,2	82,3	79,7
FSPOEIE (Ouvriers de l'Etat)	89,8	86,7	70,9	84,2	82,8
Ensemble	59,5	67,4	72,9	78,2	76

Source : enquête DREES

Montants de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse

Tableau B6 - Montants trimestriels de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse perçue par les allocataires classés par sexe et état matrimonial

Situation au 31 décembre 2005

Montant trimestriel de l'allocation perçue (en euros)	Isolés (%)			Mariés (%)			Ensemble (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Non précisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moins de 160	9,9	12,1	11,6	6,5	13,8	8,4	7,9	12,3	10,5
160 à moins de 320	11,7	12,2	12,1	8,1	16,3	10,2	9,5	12,8	11,5
320 à moins de 480	11,7	11,7	11,7	8,4	14,0	9,9	9,7	12,1	11,1
480 à moins de 640	8,7	10,3	9,9	8,4	12,1	9,3	8,5	10,6	9,7
640 à moins de 800	8,9	9,8	9,6	8,7	11,4	9,4	8,8	10,1	9,5
800 à moins de 960	11,1	11,6	11,5	10,1	14,2	11,2	10,5	12,0	11,4
960 à moins de 1058	7,9	8,0	8,0	4,4	4,2	4,3	5,8	7,5	6,8
Taux plein	30,1	24,2	25,6	45,5	14,0	37,3	39,3	22,8	29,4
Total	100,0	99,9	100,0	100,1	100,0	100,0	100,0	100,2	99,9
(Effectifs)	87 505	273 872	361 377	129 391	45 388	174 779	216 896	319 260	536 156
Montant moyen	691,4	652,6	662,0	781,7	569,3	726,6	745,3	640,8	683,0
Montant médian	780,0	700,0	700,0	940,0	540,0	860,0	860,0	660,0	740,0

Tableau B7 - Proportion d'allocataires percevant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse à taux plein et montant trimestriel moyen de l'allocation supplémentaire, selon le régime

Situation au 31 décembre 2005

	Ensemble des allocataires		dont allocataires isolés					
			Hommes		Femmes		Ensemble	
	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)
Régime général	26,8	673,8	26,2	676,8	16,9	614,4	19,1	629,2
Exploitants agricoles	7,6	387,5	9,9	447,8	6,7	379,2	7,5	396,6
SASV	69,1	985,9	69,1	991,9	74,4	1 000,4	73,1	998,3
Salariés agricoles	30,7	687,6	22,3	598,2	16,4	640,5	18,7	624,2
ORGANIC (Commerçants)	30,9	768,5	41,9	788,6	29,8	778,9	31,9	780,6
CANCAVA (Artisans)	15,1	709,8	18,8	618,3	10,7	757,4	12,0	734,8
CAMMAC (Cultes)	5,0	747,7	3,3	771,3	5,3	743,1	5,0	747,7
SNCF	3,1	272,2	16,9	535,7	1,7	255,4	3,2	281,5
ENIM (Marins)	10,5	551,5	4,0	423,2	4,0	521,0	4,0	503,9
CNRAEL (Collectivités locales)	4,2	254,7	9,5	485,2	1,7	172,6	3,5	246,5
CANSSM (Mines)	1,0	488,1	1,0	714,2	1,0	411,1	1,0	487,5
FSPCBE (Ouvriers de l'Etat)	4,8	191,1	0,0	237,1	5,8	173,8	5,6	176,9
Ensemble	29,4	683,0	30,1	691,4	24,2	652,6	25,6	662,0

Source : enquête DREES

Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires et montants de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse (majoration L 814-2 et allocation spéciale L814-1)

Tableau B8 – Répartition par âge et sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse

Situation au 31 décembre 2005

	Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble
	%	%	%
60 à 64 ans	5,5	6,6	6,1
65 à 69 ans	26,6	24,6	25,6
70 à 74 ans	29,6	28,1	28,8
75 à 79 ans	21,0	20,4	20,7
80 à 84 ans	11,1	11,2	11,2
85 à 89 ans	4,3	5,3	4,8
90 ans et plus	1,9	3,7	2,8
65 ans et plus	94,5	93,4	93,9
80 ans et plus	17,3	20,3	18,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0
(Effectifs)	208 651	231 947	444 598

Source : enquête DREES

Tableau B9 - Répartition par sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse, classés selon l'âge

Situation au 31 décembre 2005

		Ensemble		
		Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	%	43,6	56,4	100,0
65 à 69 ans	%	49,9	50,1	100,0
70 à 74 ans	%	49,2	50,8	100,0
75 à 79 ans	%	48,6	51,4	100,0
80 à 84 ans	%	47,7	52,3	100,0
85 à 89 ans	%	42,6	57,4	100,0
90 ans et plus	%	31,8	68,2	100,0
Ensemble	%	47,9	52,1	100,0
(Effectifs)		208 651	231 947	444 598
- dont 65 ans et plus	%	48,2	51,8	100,0

NB. - Les structures par âge sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont l'âge est inconnu. Celles-ci représentent 0,2 % de l'ensemble des allocataires.

Source : enquête DREES

Tableau B10 - Structure par sexe et critère de résidence des titulaires de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse classés selon le régime

Situation au 31 décembre 2005

	Part des femmes parmi les allocataires (en %)	Part des non- résidents parmi les allocataires (en %)
Régime général	56,0	80,7
Exploitants agricoles	69,6	0,2
SASV	69,3	0,0
Salariés agricoles	53,9	66,7
ORGANIC (Commerçants)	60,9	nd
CANCAVA (Artisans)	74,0	1,8
CAMMAC (Cultes)	88,9	7,0
SNCF	ns	ns
ENIM (Marins)	42,7	1,0
ONRAEL (Collectivités locales)	ns	ns
CANSSM (Mines)	27,5	95,0
FSFCEE (Ouvriers de l'Etat)	-	-
Ensemble	52,2	68,3 *

* hors données organig

ns : non significatif

Source : enquête DREES

Tableau B11 - Montants trimestriels de l'allocation de premier étage perçue par les allocataires classés par sexe

Situation au 31 décembre 2005

Montant trimestriel de l'allocation perçue (en euros)	Ensemble (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Non ventilés	0,0	0,0	0,0
moins de 500	55,8	32,9	43,8
500 à moins de 540	6,0	3,8	4,8
540 à moins de 580	6,1	3,7	4,9
580 à moins de 620	6,8	6,3	6,5
620 à moins de 660	7,2	11,3	9,3
660 à moins de 700	7,4	10,5	9,0
700 à moins de 740	10,5	31,4	21,6
740 au taux plein	0,0	0,1	0,1
Total	100,0	100,0	100,0
(Effectifs*)	202 490	226 407	428 897
Montant moyen*	418,0	530,2	477,2
Montant médian*	580,0	662,4	623,1

* hors données ORGANIC, hors CANSSM

Source : enquête DREES

**Tableaux détaillés
issus de l'enquête réalisée par la DREES**

Tableau C1 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 par régime, âge et sexe

Ensemble des allocataires

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39
Moins de 65 ans	51 904	1 920	1 672	7 776	72	5	379	218	41	45	41	14	64 087
De 65 à 69 ans	70 184	3 379	3 377	13 571	56	13	906	346	41	141	107	646	92 767
De 70 à 74 ans	65 678	4 171	6 959	14 562	52	18	1 383	806	45	233	88	1 054	95 049
De 75 à 79 ans	58 325	5 362	11 002	12 319	55	19	1 752	1 343	88	252	164	1 590	92 271
De 80 à 84 ans	50 064	5 612	14 048	9 424	50	35	2 187	1 891	133	208	171	2 450	86 273
De 85 à 89 ans	27 296	2 587	8 531	4 980	35	28	1 547	1 479	140	132	120	1 592	48 467
De 90 à 94 ans	18 850	1 613	9 476	2 636	29	32	1 724	1 715	107	93	80	1 339	37 694
95 ans et plus	9 231	664	5 491	1 149	11	16	1 149	1 033	147	49	57	512	19 509
Total	351 571	25 308	60 556	66 417	360	166	11 027	8 831	742	1 153	828	9 197	536 156
Âge moyen	74,6	77,3	82,2	74,4	75,1	82,8	81,9	83,8	84,4	78,3	79,7	82,0	76,0

Allocataires femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37
Moins de 65 ans	23 464	393	678	4 660	39	1	125	32	15	16	17	8	29 448
De 65 à 69 ans	30 598	784	1 593	8 786	33	9	358	96	24	46	32	543	42 902
De 70 à 74 ans	32 303	1 418	3 538	9 562	38	14	737	305	36	87	46	846	48 930
De 75 à 79 ans	32 517	2 148	6 332	8 699	49	17	1 121	741	80	121	135	1 259	53 219
De 80 à 84 ans	33 264	2 569	9 211	7 060	43	33	1 603	1 274	128	117	147	1 971	57 420
De 85 à 89 ans	21 017	1 518	6 522	3 908	33	27	1 234	1 148	133	86	112	1 380	37 118
De 90 à 94 ans	16 470	1 200	7 913	2 253	28	32	1 505	1 434	105	77	74	1 212	32 303
95 ans et plus	8 649	564	4 905	1 050	11	16	1 054	910	147	46	54	477	17 883
Total	198 319	10 594	40 692	45 978	274	149	7 737	5 940	668	596	617	7 696	319 260
Âge moyen	76,8	80,4	84,0	75,3	77,1	84,2	84,1	86,2	85,9	81,1	82,3	82,4	78,2

Allocataires hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Moins de 65 ans	28 440	1 527	994	3 116	33	4	254	186	26	29	24	6	34 639
De 65 à 69 ans	39 586	2 595	1 784	4 785	23	4	548	250	17	95	75	103	49 865
De 70 à 74 ans	33 375	2 753	3 421	5 000	14	4	646	501	9	146	42	208	46 119
De 75 à 79 ans	25 808	3 214	4 670	3 620	6	2	631	602	8	131	29	331	39 052
De 80 à 84 ans	16 800	3 043	4 837	2 364	7	2	584	617	5	91	24	479	28 853
De 85 à 89 ans	6 279	1 069	2 009	1 072	2	1	313	331	7	46	8	212	11 349
De 90 à 94 ans	2 380	413	1 563	383	1	0	219	281	2	16	6	127	5 391
95 ans et plus	582	100	586	99	0	0	95	123	0	3	3	35	1 626
Total	153 252	14 714	19 864	20 439	86	17	3 290	2 891	74	557	211	1 501	216 896
Âge moyen	71,7	75,0	78,5	72,6	68,7	70,9	76,6	78,8	70,4	75,4	72,2	80,2	72,9

Tableau C2 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 par régime, âge, état matrimonial et sexe

Ensemble des allocataires mariés

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38
Moins de 65 ans	17 276	907	366	839	9	4	199	135	0	20	0	0	19 755
De 65 à 69 ans	32 463	1 747	722	2 517	8	4	505	175	1	66	0	0	38 208
De 70 à 74 ans	30 758	1 801	1 910	2 824	6	2	635	406	4	119	1	0	38 466
De 75 à 79 ans	25 544	2 465	3 260	1 976	7	2	653	574	19	108	0	0	34 608
De 80 à 84 ans	17 674	2 314	3 389	1 241	10	2	549	581	32	68	2	0	25 862
De 85 à 89 ans	7 354	715	1 454	556	4	4	252	285	29	38	0	0	10 691
De 90 à 94 ans	3 637	234	976	175	3	2	118	198	14	12	0	0	5 369
95 ans et plus	1 404	43	212	28	0	2	29	53	11	0	0	0	1 782
Total	136 148	10 226	12 289	10 156	47	22	2 940	2 407	110	431	3	0	174 779
Âge moyen	73,3	75,3	79,3	73,3	74,6	78,0	75,8	78,7	84,6	75,4	77,0		74,0

Allocataires mariées femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36
Moins de 65 ans	3 410	63	85	419	6	0	41	8	0	0	0	0	4 032
De 65 à 69 ans	6 000	150	294	1 091	6	2	139	19	0	0	0	0	7 701
De 70 à 74 ans	6 983	247	906	947	5	1	217	79	2	0	0	0	9 387
De 75 à 79 ans	6 402	364	1 522	576	6	1	260	159	17	0	0	0	9 307
De 80 à 84 ans	5 283	316	1 234	342	5	1	206	166	29	0	0	0	7 582
De 85 à 89 ans	2 829	107	418	120	4	3	87	74	24	0	0	0	3 666
De 90 à 94 ans	2 139	42	171	40	3	2	42	44	12	0	0	0	2 495
95 ans et plus	1 098	15	33	4	0	2	9	10	11	0	0	0	1 182
Total	34 180	1 304	4 663	3 539	35	12	1 001	559	95	0	0	0	45 388
Âge moyen	75,9	76,9	78,0	71,7	75,1	84,3	76,6	80,1	85,0				75,9

Allocataires mariés hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Moins de 65 ans	13 866	844	281	420	3	4	158	127	0	20	0	0	15 723
De 65 à 69 ans	26 463	1 597	428	1 426	2	2	366	156	1	66	0	0	30 507
De 70 à 74 ans	23 775	1 554	1 004	1 877	1	1	418	327	2	119	1	0	29 079
De 75 à 79 ans	19 142	2 101	1 738	1 400	1	1	393	415	2	108	0	0	25 301
De 80 à 84 ans	12 391	1 998	2 155	899	5	1	343	415	3	68	2	0	18 280
De 85 à 89 ans	4 525	608	1 036	436	0	1	165	211	5	38	0	0	7 025
De 90 à 94 ans	1 498	192	805	135	0	0	76	154	2	12	0	0	2 874
95 ans et plus	306	28	179	24	0	0	20	43	0	0	0	0	600
Total	101 968	8 922	7 626	6 617	12	10	1 939	1 848	15	431	3	0	129 391
Âge moyen	72,4	75,1	80,1	74,1	73,1	70,4	75,3	78,2	81,8	75,4	77,0		73,3

Tableau C2 (fin) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 par régime, âge, état matrimonial et sexe

Ensemble des allocataires isolés

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Moins de 65 ans	34 628	1 013	1 306	6 937	63	1	180	83	41	25	41	14	44 332
De 65 à 69 ans	37 721	1 632	2 655	11 054	48	9	401	171	40	75	107	646	54 559
De 70 à 74 ans	34 920	2 370	5 049	11 738	46	16	748	400	41	114	87	1 054	56 583
De 75 à 79 ans	32 781	2 897	7 742	10 343	48	17	1 099	769	69	144	164	1 590	57 663
De 80 à 84 ans	32 390	3 298	10 659	8 183	40	33	1 638	1 310	101	140	169	2 450	60 411
De 85 à 89 ans	19 942	1 872	7 077	4 424	31	24	1 295	1 194	111	94	120	1 592	37 776
De 90 à 94 ans	15 213	1 379	8 500	2 461	26	30	1 606	1 517	93	81	80	1 339	32 325
95 ans et plus	7 827	621	5 279	1 121	11	14	1 120	980	136	49	57	512	17 727
Total	215 423	15 082	48 267	56 261	313	144	8 087	6 424	632	722	825	9 197	361 377
Âge moyen	75,4	78,6	82,9	74,7	75,2	83,6	84,1	85,7	84,3	80,0	79,7	82,0	77,0

Allocataires isolées femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Moins de 65 ans	20 054	330	593	4 241	33	1	84	24	15	16	17	8	25 416
De 65 à 69 ans	24 598	634	1 299	7 695	27	7	219	77	24	46	32	543	35 201
De 70 à 74 ans	25 320	1 171	2 632	8 615	33	13	520	226	34	87	46	846	39 543
De 75 à 79 ans	26 115	1 784	4 810	8 123	43	16	861	582	63	121	135	1 259	43 912
De 80 à 84 ans	27 981	2 253	7 977	6 718	38	32	1 397	1 108	99	117	147	1 971	49 838
De 85 à 89 ans	18 188	1 411	6 104	3 788	29	24	1 147	1 074	109	86	112	1 380	33 452
De 90 à 94 ans	14 331	1 158	7 742	2 213	25	30	1 463	1 390	93	77	74	1 212	29 808
95 ans et plus	7 551	549	4 872	1 046	11	14	1 045	900	136	46	54	477	16 701
Total	164 139	9 290	36 029	42 439	239	137	6 736	5 381	573	596	617	7 696	273 872
Âge moyen	77,0	80,9	84,8	75,6	77,4	84,2	85,2	86,9	86,1	81,1	82,3	82,4	78,5

Allocataires isolés hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moins de 65 ans	14 574	683	713	2 696	30	0	96	59	26	9	24	6	18 916
De 65 à 69 ans	13 123	998	1 356	3 359	21	2	182	94	16	29	75	103	19 358
De 70 à 74 ans	9 600	1 199	2 417	3 123	13	3	228	174	7	27	41	208	17 040
De 75 à 79 ans	6 666	1 113	2 932	2 220	5	1	238	187	6	23	29	331	13 751
De 80 à 84 ans	4 409	1 045	2 682	1 465	2	1	241	202	2	23	22	479	10 573
De 85 à 89 ans	1 754	461	973	636	2	0	148	120	2	8	8	212	4 324
De 90 à 94 ans	882	221	758	248	1	0	143	127	0	4	6	127	2 517
95 ans et plus	276	72	407	75	0	0	75	80	0	3	3	35	1 026
Total	51 284	5 792	12 238	13 822	74	7	1 351	1 043	59	126	208	1 501	87 505
Âge moyen	70,2	74,9	77,5	71,8	67,9	71,7	78,5	79,9	67,5	75,2	72,1	80,2	72,2

Tableau C3 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence

DOM, Etrangers et non ventilés ⁽¹⁾

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilés	0	9	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	11
DOM	935	0	0	7 373	21	3	229	178	0	631	0	124	9 494
Etranger	14 800	0	0	0	0	0	9	4	2	1	20	2	14 838
Ensemble	15 735	9	0	7 373	21	3	240	182	2	632	20	126	24 343

11 - ILEDEFRANCE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Paris (75)	15 447	99	6	3 352	10	2	360	140	1	3	2	366	19 788
Seine et Marne (77)	3 468	254	62	1 310	4	2	94	38	13	0	3	78	5 326
Yvelines (78)	3 110	173	26	1 040	1	1	91	26	6	1	0	58	4 533
Essonne (91)	3 270	100	23	1 231	5	1	106	30	8	1	0	146	4 921
Hauts de Seine (92)	5 636	53	2	1 626	5	1	99	34	5	3	0	79	7 543
Seine Saint Denis (93)	7 805	19	3	2 675	8	1	139	42	3	1	6	9	10 711
Val de Marne (94)	5 554	51	4	1 842	5	1	138	43	6	3	2	203	7 852
Val d'Oise (95)	4 008	130	13	2 058	5	1	87	23	5	2	6	62	6 400
Ensemble	48 298	879	139	15 134	43	10	1 114	376	47	14	19	1 001	67 074

21 - CHAMPAGNE ARDENNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Ardennes (08)	1 336	75	96	175	1	0	36	35	10	0	1	7	1 772
Aube (10)	1 223	104	79	327	1	0	20	19	2	0	1	77	1 853
Marne (51)	2 060	218	98	353	2	1	83	34	12	0	0	76	2 937
Haute Marne (52)	947	45	214	137	2	0	25	37	9	0	0	21	1 437
Ensemble	5 566	442	487	992	6	1	164	125	33	0	2	181	7 999

(1) Les 15 735 allocataires de la CNAVTS relèvent d'une caisse de métropole. Ces effectifs ne tiennent pas compte des allocataires relevant des caisses générales de sécurité sociale (CGSS) des départements d'outremer : 61 610 (y compris les allocataires salariés agricoles, qui sont pris en charge par les CGSS dans les DOM) résidant dans les DOM. Le tableau exclut également 11 094 exploitants agricoles percevant une allocation par l'intermédiaire d'une caisse des DOM. Au total, ce sont donc environ 7 704 allocataires relevant de caisses de DOM qui ne figurent pas dans ce tableau. (Cf. Tableau A1, qui donne les effectifs complets). Pour les autres caisses, les effectifs figurant sur la ligne DOM ou sur la ligne étranger dépendent des caisses de métropole.

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum au 31 décembre 2005 vieillesse selon le régime, le département et la région de résidence

22 - PICARDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Aisne (02)	2 541	434	142	456	4	2	61	47	16	0	1	14	3 718
Oise (60)	2 774	379	86	610	2	1	92	34	5	1	0	35	4 019
Somme (80)	2 948	356	217	484	1	0	141	66	13	2	0	13	4 241
Ensemble	8 263	1 169	445	1 550	7	3	294	147	34	3	1	62	11 978

23 - HAUTENORMANDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Eure (27)	1 852	237	131	349	1	1	50	38	1	0	1	27	2 688
Saine Maritime (76)	5 458	248	244	930	5	1	153	75	14	10	2	76	7 216
Ensemble	7 310	485	375	1 279	6	2	203	113	15	10	3	103	9 904

24 - CENTRE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Cher (18)	1 655	202	300	418	0	3	63	28	1	0	1	20	2 691
Eure et Loir (28)	1 320	99	89	369	1	1	29	27	3	0	2	30	1 970
Indre (36)	1 388	187	663	197	1	1	62	86	5	0	0	39	2 629
Indre et Loire (37)	2 424	285	319	434	3	2	96	69	9	0	0	95	3 736
Loire et Cher (41)	1 249	153	226	234	2	1	48	37	0	0	0	21	1 971
Loiret (45)	2 304	187	147	539	2	2	88	44	1	0	0	21	3 335
Ensemble	10 340	1 113	1 744	2 191	9	10	386	291	19	0	3	226	16 332

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence

25 - BASSE-NORMANDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Calvados (14)	2 922	286	346	516	1	0	71	48	5	4	3	165	4 367
Manche (50)	2 178	294	844	427	1	4	58	101	8	16	1	110	4 042
Orne (61)	1 586	207	311	289	0	0	40	47	5	0	1	117	2 603
Ensemble	6 686	787	1 501	1 232	2	4	169	196	18	20	5	392	11 012

26 - BOURGOGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Côte d'Or (21)	2 226	125	186	335	0	0	69	51	13	0	1	29	3 035
Nèvre (58)	1 254	181	238	205	4	3	45	54	3	0	3	31	2 021
Saône et Loire (71)	3 138	154	841	472	2	2	90	100	18	0	10	97	4 924
Yonne (89)	1 594	169	166	328	9	0	45	55	3	0	2	31	2 402
Ensemble	8 212	629	1 431	1 340	15	5	249	260	37	0	16	188	12 382

31 - NORD - PAS-DE-CALAIS

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Nord (59)	12 758	290	396	1 721	6	2	445	142	21	9	152	155	16 097
Pas de Calais (62)	6 216	380	639	1 067	8	1	296	202	24	15	209	115	9 172
Ensemble	18 974	670	1 035	2 788	14	3	741	344	45	24	361	270	25 269

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence

41 - LORRAINE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Meurthe et Moselle (54)	2 937	48	143	498	1	1	89	31	17	0	15	66	3 846
Meuse (55)	792	67	182	126	1	0	33	17	3	0	3	16	1 240
Moselle (57)	3 986	78	342	691	5	3	87	25	5	0	108	90	5 420
Vosges (88)	1 588	42	214	284	1	1	54	45	2	0	0	88	2 319
Ensemble	9 303	235	881	1 599	8	5	263	118	27	0	126	260	12 825

42 - ALSACE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Bas Rhin (67)	3 687	94	507	964	3	1	71	24	7	0	1	97	5 456
Haut Rhin (68)	2 792	68	161	587	4	1	41	15	4	1	3	67	3 744
Ensemble	6 479	162	668	1 551	7	2	112	39	11	1	4	164	9 200

43 - FRANCHE-COMTE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Doubs (25)	2 040	43	252	340	1	0	59	43	1	0	0	166	2 945
Jura (39)	1 397	40	343	178	0	0	54	65	8	0	0	52	2 137
Haute Saône (70)	1 219	36	326	255	0	1	65	56	9	0	0	49	2 016
Territoire de Belfort (90)	636	5	17	85	1	0	4	5	1	0	0	11	765
Ensemble	5 292	124	938	858	2	1	182	169	19	0	0	278	7 863

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence

52 - PAYS-DE-LA-LOIRE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Loire Atlantique (44)	4 380	199	1 007	826	7	0	179	180	10	6	2	275	7 071
Maine et Loire (49)	2 878	308	866	612	6	0	104	134	3	0	3	296	5 210
Mayenne (53)	1 095	151	592	264	1	0	68	101	3	0	2	128	2 405
Sarthe (72)	2 075	264	402	553	0	1	74	87	8	2	1	94	3 561
Vendée (85)	2 688	155	1 205	384	7	1	142	221	5	10	0	400	5 218
Ensemble	13 116	1 077	4 072	2 639	21	2	567	723	29	18	8	1 193	23 465

53 - BRETAGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Côtes d'Armor (22)	2 777	319	1 944	529	4	1	148	263	5	91	1	114	6 196
Finistère (29)	3 291	216	1 785	621	3	7	178	258	3	52	1	88	6 503
Ille et Vilaine (35)	3 048	383	1 110	797	5	2	149	272	9	10	1	515	6 301
Morbihan (56)	3 149	314	1 621	522	3	7	180	196	5	26	1	389	6 413
Ensemble	12 265	1 232	6 460	2 469	15	17	655	989	22	179	4	1 106	25 413

54 - POITOU-CHARENTES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Charente (16)	2 154	431	876	351	4	2	140	172	3	0	0	41	4 174
Charente Maritime (17)	3 325	338	762	427	3	2	152	195	18	26	0	42	5 290
Deux Sèvres (79)	1 771	246	1 244	299	3	0	109	183	3	1	0	49	3 908
Vienne (86)	2 011	451	757	378	3	4	100	169	2	0	0	82	3 957
Ensemble	9 261	1 466	3 639	1 455	13	8	501	719	26	27	0	214	17 329

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence

72 - AQUITAINE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Dordogne(24)	3 104	587	1 882	664	4	4	124	206	18	0	1	43	6 637
Grande(33)	8 007	1 003	758	1 457	5	4	335	232	12	8	2	73	11 896
Landes(40)	2 157	443	1 361	312	1	0	85	103	9	2	0	78	4 551
Lot et Garonne(47)	2 748	553	1 055	350	2	0	111	151	3	2	2	38	5 015
Pyrénées Atlantiques(64)	4 171	246	1 641	552	7	0	186	159	4	6	1	386	7 359
Ensemble	20 187	2 832	6 697	3 335	19	8	841	851	46	18	6	618	35 458

73 - MIDI-PYRENEES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Ariège(09)	1 357	152	785	142	0	0	55	41	1	0	3	31	2 567
Aveyron(12)	2 164	249	2 240	270	5	0	114	224	7	0	9	256	5 538
Haute Garonne(31)	7 115	506	1 056	1 283	7	3	205	127	12	0	5	117	10 436
Gers(32)	1 684	408	1 529	196	0	0	77	104	3	0	1	48	4 050
Lot(46)	1 309	107	1 059	142	1	0	57	68	4	0	1	28	2 776
Hautes Pyrénées(65)	1 986	107	830	252	2	7	76	61	2	0	3	131	3 457
Tarn(81)	2 529	307	1 299	362	1	0	76	115	6	1	22	173	4 891
Tarn et Garonne(82)	1 830	421	915	308	1	0	92	62	5	0	1	34	3 669
Ensemble	19 974	2 257	9 713	2 955	17	10	752	802	40	1	45	818	37 384

74 - LIMOUSIN

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Corrèze(19)	1 617	176	1 554	217	2	1	99	131	8	1	2	14	3 822
Creuse(23)	1 126	214	1 576	139	1	0	66	168	9	0	1	5	3 305
Haute Vienne(87)	2 308	427	1 272	408	5	0	105	199	12	0	0	36	4 772
Ensemble	5 051	817	4 402	764	8	1	270	498	29	1	3	55	11 899

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence

82 - RHONE-ALPES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Ain (01)	1 797	75	596	376	3	1	62	29	7	0	0	26	2 972
Ardèche (07)	1 806	173	1 397	314	0	0	71	38	11	0	3	123	3 936
Drôme (26)	2 628	207	624	402	0	1	83	37	5	0	3	77	4 067
Isère (38)	4 923	72	573	706	8	1	95	64	9	0	8	158	6 617
Loire (42)	3 995	90	602	471	3	7	102	75	3	0	22	49	5 419
Rhône (69)	8 785	110	248	1 413	9	0	135	64	9	2	2	257	11 034
Savoie (73)	1 659	39	485	239	3	0	35	23	5	0	0	94	2 582
Haute Savoie (74)	2 021	30	266	300	0	0	49	27	1	0	1	80	2 775
Ensemble	27 614	796	4 791	4 221	26	10	632	357	50	2	39	864	39 402

83 - AUVERGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Allier (03)	2 585	334	722	469	2	2	125	97	21	0	6	55	4 418
Cantal (15)	1 075	247	1 001	192	3	0	89	80	2	0	4	36	2 729
Haute Loire (43)	1 417	43	757	232	2	0	72	67	8	0	1	54	2 653
Puy de Dôme (63)	3 614	185	1 276	381	4	1	136	126	13	0	11	58	5 805
Ensemble	8 691	809	3 756	1 274	11	3	422	370	44	0	22	203	15 605

91 - LANGUEDOC-ROUSSILLON

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL
Aude (11)	3 007	795	698	399	5	1	143	83	7	3	11	82	5 234
Gard (30)	5 343	1 262	504	635	6	2	149	79	21	7	56	44	8 108
Hérault (34)	8 608	1 284	769	1 067	7	3	277	110	22	32	9	119	12 307
Lozère (48)	542	105	739	138	0	0	33	19	3	0	1	34	1 614
Pyrénées orientales (66)	5 056	649	507	507	5	2	147	103	11	9	3	18	7 017
Ensemble	22 556	4 095	3 217	2 746	23	8	749	394	64	51	80	297	34 280

Tableau C3 (fin) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 selon le régime, le département et la région de résidence

93 - PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAMIMAC	TOTAL
Alpes de Haute Provence (04)	1 308	80	247	128	1	0	37	32	1	0	3	55	1 892
Hautes Alpes (05)	882	20	452	78	1	0	27	23	5	0	0	30	1 518
Alpes Maritimes (06)	13 678	223	177	1 261	10	3	367	169	14	7	6	76	15 991
Bouche du Rhône (13)	24 562	802	331	2 799	18	13	481	160	35	85	31	225	29 542
Var (83)	10 324	551	236	795	7	21	251	142	8	16	15	121	12 487
Vaucluse (84)	4 852	692	498	438	9	3	105	56	14	0	6	60	6 733
Ensemble	55 606	2 368	1 941	5 499	46	40	1 268	582	77	108	61	567	68 163

94 - CORSE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAMIMAC	TOTAL
Corse (20)	6 792	864	2 224	1 173	21	10	253	186	8	44	0	11	11 586

=====

ENSEMBLE	351 571	25 317	60 556	66 417	360	166	11 027	8 831	742	1 153	828	9 197	536 165
----------	---------	--------	--------	--------	-----	-----	--------	-------	-----	-------	-----	-------	---------

Tableau C4 - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	%de femmes / ensemble	dont isolés	%d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
DOM, étranger et non ventilés ⁽²⁾										
Non ventilés	11	8	72,7	2	18,2	2	18,2	.	.	.
DOM	9 494	6 682	70,4	8 141	85,7	6 209	65,4	.	.	.
Etranger	14 838	3 522	23,7	3 826	25,8	2 556	17,2	.	.	.
Ensemble	24 343	10 212	42,0	11 969	49,2	8 767	36,0	.	.	.
11 - ILE DE FRANCE										
Paris (75)	19 788	11 332	57,3	13 439	67,9	9 812	49,6	4,9	4,4	4,6
Seine et Marne (77)	5 326	3 383	63,5	3 610	67,8	2 903	54,5	2,4	3,3	2,9
Yvelines (78)	4 533	2 592	57,2	2 914	64,3	2 263	49,9	1,9	2,0	1,9
Essonne (91)	4 921	2 897	58,9	3 175	64,5	2 492	50,6	2,4	2,7	2,5
Hauts de Seine (92)	7 543	4 390	58,2	4 864	64,5	3 813	50,6	2,8	2,8	2,8
Seine Saint Denis (93)	10 711	5 593	52,2	5 947	55,5	4 695	43,8	5,4	4,6	4,9
Val de Marne (94)	7 852	4 705	59,9	5 159	65,7	3 994	50,9	3,3	3,6	3,5
Val d'Oise (95)	6 400	3 803	59,4	3 969	62,0	3 151	49,2	3,6	4,0	3,8
Ensemble	67 074	38 695	57,7	43 077	64,2	33 123	49,4	3,5	3,5	3,5

(1) : En raison de la mise en place du nouveau recensement, les projections de la population de l'INSEE par département, au 1er janvier 2006, n'étaient pas encore disponibles fin 2006. Les effectifs de population âgée de 60 ans et plus, par département, ont été estimés par la DREES en appliquant aux projections de population de l'INSEE au 1er janvier 2006 la structure de la population par département observée à partir des ELP de INSEE au 1er janvier 2004. Les ELP 2004 ont été révisées en janvier 2006 et sont cohérentes avec les estimations des populations régionales publiées à même date, Elles tiennent compte des résultats des Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005.

(2) Pour le régime général (CNAVTS) et les exploitants agricoles (MSA Non salariés), il n'est pas tenu compte des allocataires qui relèvent des caisses d'outre mer (environ 72 000).

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	%de femmes / ensemble	dont isolés	%d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
21 - CHAMPAGNE-ARDENNE										
Ardennes (08)	1 772	1 084	61,2	1 246	70,3	963	54,3	2,6	3,0	2,9
Aube (10)	1 853	1 164	62,8	1 338	72,2	1 006	54,3	2,4	3,1	2,8
Marne (51)	2 937	1 710	58,2	1 973	67,2	1 522	51,8	2,7	2,7	2,7
Haute Marne (52)	1 437	960	66,8	1 085	75,5	868	60,4	2,4	3,6	3,1
Ensemble	7 999	4 918	61,5	5 642	70,5	4 359	54,5	2,6	3,0	2,8
22 - PICARDIE										
Aisne (02)	3 718	2 295	61,7	2 647	71,2	1 977	53,2	3,0	3,5	3,3
Oise (60)	4 019	2 271	56,5	2 636	65,6	1 976	49,2	3,0	3,1	3,0
Somme (80)	4 241	2 614	61,6	3 008	70,9	2 205	52,0	3,3	3,9	3,7
Ensemble	11 978	7 180	59,9	8 291	69,2	6 158	51,4	3,1	3,5	3,3
23 - HAUTE-NORMANDIE										
Eure (27)	2 688	1 702	63,3	2 043	76,0	1 476	54,9	2,1	2,8	2,5
Saine Maritime (76)	7 216	4 395	60,9	5 092	70,6	3 832	53,1	2,7	3,0	2,9
Ensemble	9 904	6 097	61,6	7 135	72,0	5 308	53,6	2,5	2,9	2,8

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	%de femmes / ensemble	dont isolés	%d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
24 - CENTRE										
Cher (18)	2 691	1 648	61,2	1 981	73,6	1 442	53,6	2,9	3,5	3,3
Eure et Loir (28)	1 970	1 147	58,2	1 367	69,4	1 001	50,8	2,1	2,4	2,3
Indre (36)	2 629	1 719	65,4	1 969	74,9	1 448	55,1	3,1	4,5	3,9
Indre et Loire (37)	3 736	2 486	66,5	2 766	74,0	2 117	56,7	2,2	3,4	2,9
Loire et Cher (41)	1 971	1 233	62,6	1 413	71,7	1 029	52,2	2,0	2,6	2,3
Loiret (45)	3 335	1 838	55,1	2 060	61,8	1 523	45,7	2,5	2,5	2,5
Ensemble	16 332	10 071	61,7	11 556	70,8	8 560	52,4	2,4	3,1	2,8
25 - BASSE-NORMANDIE										
Calvados (14)	4 367	3 028	69,3	3 469	79,4	2 645	60,6	2,4	3,8	3,2
Manche (50)	4 042	2 775	68,7	3 251	80,4	2 427	60,0	2,4	3,9	3,3
Orne (61)	2 603	1 661	63,8	2 024	77,8	1 427	54,8	2,9	3,9	3,5
Ensemble	11 012	7 464	67,8	8 744	79,4	6 499	59,0	2,5	3,9	3,3
26 - BOURGOGNE										
Côte d'Or (21)	3 035	1 709	56,3	1 987	65,5	1 469	48,4	2,9	2,8	2,8
Nièvre (58)	2 021	1 333	66,0	1 546	76,5	1 149	56,9	2,4	3,5	3,1
Saône et Loire (71)	4 924	3 151	64,0	3 403	69,1	2 659	54,0	2,8	3,8	3,4
Yonne (89)	2 402	1 491	62,1	1 814	75,5	1 300	54,1	2,4	3,1	2,8
Ensemble	12 382	7 684	62,1	8 750	70,7	6 577	53,1	2,7	3,3	3,0

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	%de femmes / ensemble	dont isolés	%d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

31 - NORD-PAS-DECALAIS

Nord (59)	16 097	9 447	58,7	10 670	66,3	8 098	50,3	3,6	3,5	3,5
Pas de Calais (62)	9 172	6 147	67,0	6 988	76,2	5 396	58,8	2,7	3,6	3,2
Ensemble	25 269	15 594	61,7	17 658	69,9	13 494	53,4	3,3	3,5	3,4

41 - LORRAINE

Meurthe et Moselle (54)	3 846	2 200	57,2	2 592	67,4	1 971	51,2	2,7	2,6	2,6
Meuse (55)	1 240	817	65,9	964	77,7	747	60,2	2,2	3,2	2,8
Moselle (57)	5 420	3 132	57,8	3 730	68,8	2 992	55,2	2,5	2,6	2,6
Vosges (88)	2 319	1 518	65,5	1 747	75,3	1 339	57,7	2,2	2,9	2,6
Ensemble	12 825	7 667	59,8	9 033	70,4	7 049	55,0	2,5	2,7	2,6

42 - ALSACE

Bas Rhin (67)	5 456	3 109	57,0	3 809	69,8	2 892	53,0	2,7	2,7	2,7
Haut Rhin (68)	3 744	1 939	51,8	2 354	62,9	1 815	48,5	2,9	2,3	2,5
Ensemble	9 200	5 048	54,9	6 163	67,0	4 707	51,2	2,8	2,5	2,6

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	%de femmes / ensemble	dont isolés	%d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
43 - FRANCHE-COMTE										
Doubs (25)	2 945	1 755	59,6	1 993	67,7	1 548	52,6	2,7	3,0	2,9
Jura (39)	2 137	1 316	61,6	1 488	69,6	1 131	52,9	3,0	3,8	3,4
Haute Saône (70)	2 016	1 335	66,2	1 503	74,6	1 182	58,6	2,9	4,4	3,7
Territoire de Belfort (90)	765	405	52,9	448	58,6	353	46,1	3,0	2,5	2,7
Ensemble	7 863	4 811	61,2	5 432	69,1	4 214	53,6	2,8	3,5	3,2
52 - PAYS-DELA-LOIRE										
Loire Atlantique (44)	7 071	4 674	66,1	5 514	78,0	4 210	59,5	2,4	3,3	3,0
Maine et Loire (49)	5 210	3 505	67,3	4 101	78,7	3 160	60,7	2,5	3,9	3,3
Mayenne (53)	2 405	1 688	70,2	1 976	82,2	1 553	64,6	2,4	4,4	3,5
Sarthe (72)	3 561	2 290	64,3	2 758	77,5	2 047	57,5	2,3	3,2	2,8
Vendée (85)	5 218	3 582	68,6	4 023	77,1	3 161	60,6	2,6	4,4	3,6
Ensemble	23 465	15 739	67,1	18 372	78,3	14 131	60,2	2,5	3,7	3,2
53 - BRETAGNE										
Côtes d'Armor (22)	6 196	4 209	67,9	5 098	82,3	3 808	61,5	3,0	4,6	4,0
Finistère (29)	6 503	4 374	67,3	5 474	84,2	3 988	61,3	2,5	3,4	3,0
Ille et Vilaine (35)	6 301	4 388	69,6	5 200	82,5	3 997	63,4	2,5	4,2	3,5
Morbihan (56)	6 413	4 454	69,5	5 450	85,0	4 088	63,7	2,8	4,6	3,8
Ensemble	25 413	17 425	68,6	21 222	83,5	15 881	62,5	2,7	4,2	3,5

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	%de femmes / ensemble	dont isolés	%d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
54 - POITOU-CHARENTES										
Charente (16)	4 174	2 759	66,1	2 840	68,0	2 198	52,7	3,6	5,3	4,6
Charente Maritime (17)	5 290	3 599	68,0	3 820	72,2	2 974	56,2	2,3	3,9	3,2
Deux Sèvres (79)	3 908	2 622	67,1	2 744	70,2	2 173	55,6	3,2	5,2	4,3
Vienne (86)	3 957	2 598	65,7	2 757	69,7	2 109	53,3	3,3	4,9	4,2
Ensemble	17 329	11 578	66,8	12 161	70,2	9 454	54,6	3,0	4,7	3,9
72 - AQUITAINE										
Dordogne (24)	6 637	4 305	64,9	4 866	73,3	3 564	53,7	4,4	6,3	5,5
Grande (33)	11 896	7 465	62,8	8 238	69,3	6 381	53,6	3,6	4,5	4,1
Landes (40)	4 551	3 051	67,0	3 263	71,7	2 583	56,8	3,6	5,7	4,8
Lot et Garonne (47)	5 015	3 114	62,1	3 408	68,0	2 569	51,2	4,7	6,1	5,5
Pyrénées Atlantiques (64)	7 359	4 800	65,2	5 526	75,1	4 142	56,3	3,7	5,1	4,5
Ensemble	35 458	22 735	64,1	25 301	71,4	19 239	54,3	3,9	5,3	4,7
73 - MIDI-PYRENEES										
Ariège (09)	2 567	1 638	63,8	1 866	72,7	1 384	53,9	5,0	7,1	6,2
Aveyron (12)	5 538	3 624	65,4	4 103	74,1	3 112	56,2	5,2	7,8	6,7
Haute Garonne (31)	10 436	6 483	62,1	7 372	70,6	5 662	54,3	4,2	5,3	4,8
Gers (32)	4 050	2 634	65,0	2 993	73,9	2 211	54,6	5,6	8,8	7,4
Lot (46)	2 776	1 825	65,7	2 065	74,4	1 555	56,0	4,1	6,3	5,3
Hautes Pyrénées (65)	3 457	2 270	65,7	2 745	79,4	2 025	58,6	4,3	6,1	5,3
Tarn (81)	4 891	3 178	65,0	3 609	73,8	2 774	56,7	3,8	5,6	4,8
Tarn et Garonne (82)	3 669	2 218	60,5	2 518	68,6	1 864	50,8	5,6	6,9	6,3
Ensemble	37 384	23 870	63,9	27 271	72,9	20 587	55,1	4,6	6,3	5,6

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	%de femmes / ensemble	dont isolés	%d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
74 - LIMOUSIN										
Corrèze (19)	37 384	23 870	63,9	27 271	72,9	20 587	55,1	4,6	6,3	5,6
Creuse (23)	3 822	2 473	64,7	2 595	67,9	1 949	51,0	4,4	5,9	5,3
Haute Vienne (87)	3 305	2 138	64,7	2 299	69,6	1 697	51,3	6,4	9,1	7,9
Ensemble	4 772	3 047	63,9	3 181	66,7	2 408	50,5	4,2	5,5	5,0
	11 899	7 658	64,4	8 075	67,9	6 054	50,9	4,7	6,4	5,7
82 - RHONE-ALPES										
Ain (01)	2 972	1 840	61,9	2 072	69,7	1 614	54,3	2,4	3,2	2,8
Ardèche (07)	3 936	2 401	61,0	2 884	73,3	2 013	51,1	4,5	5,5	5,1
Drôme (26)	4 067	2 409	59,2	2 717	66,8	2 033	50,0	3,6	4,1	3,8
Isère (38)	6 617	3 675	55,5	4 074	61,6	3 198	48,3	3,1	3,0	3,0
Loire (42)	5 419	3 056	56,4	3 410	62,9	2 613	48,2	3,2	3,0	3,1
Rhône (69)	11 034	5 613	50,9	6 229	56,5	4 774	43,3	4,0	3,1	3,5
Savoie (73)	2 582	1 582	61,3	1 848	71,6	1 415	54,8	2,8	3,3	3,1
Haute Savoie (74)	2 775	1 600	57,7	1 897	68,4	1 417	51,1	2,2	2,3	2,2
Ensemble	39 402	22 176	56,3	25 131	63,8	19 077	48,4	3,3	3,2	3,3
83 - AUVERGNE										
Allier (03)	4 418	2 776	62,8	3 283	74,3	2 370	53,6	3,9	4,8	4,4
Cantal (15)	2 729	1 677	61,5	1 945	71,3	1 397	51,2	5,5	6,7	6,1
Haute Loire (43)	2 653	1 719	64,8	1 917	72,3	1 400	52,8	3,9	5,4	4,7
Puy de Dôme (63)	5 805	3 492	60,2	4 079	70,3	3 001	51,7	3,9	4,3	4,1
Ensemble	15 605	9 664	61,9	11 224	71,9	8 168	52,3	4,1	4,9	4,6

Tableau C4 (fin) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2005 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
91 - LANGUEDOC-ROUSSILLON										
Aude (11)	5 234	3 382	64,6	3 558	68,0	2 802	53,5	4,5	6,5	5,6
Gard (30)	8 108	4 554	56,2	4 942	61,0	3 776	46,6	5,1	5,1	5,1
Hérault (34)	12 307	7 100	57,7	7 506	61,0	5 752	46,7	5,3	5,6	5,5
Lozère (48)	1 614	952	59,0	1 206	74,7	787	48,8	7,1	8,5	7,9
Pyrénées orientales (66)	7 017	4 092	58,3	4 330	61,7	3 255	46,4	5,6	6,0	5,8
Ensemble	34 280	20 080	58,6	21 542	62,8	16 372	47,8	5,3	5,8	5,6
93 - PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR										
Alpes de Haute Provence (04)	1 892	1 089	57,6	1 288	68,1	959	50,7	4,5	5,0	4,8
Hautes Alpes (05)	1 518	931	61,3	1 069	70,4	793	52,2	4,2	5,4	4,8
Alpes Maritimes (06)	15 991	8 505	53,2	9 671	60,5	7 328	45,8	6,0	5,0	5,4
Bouche du Rhône (13)	29 542	15 063	51,0	16 330	55,3	12 589	42,6	8,1	6,4	7,2
Var (83)	12 487	6 520	52,2	7 399	59,3	5 538	44,4	5,2	4,5	4,8
Vaucluse (84)	6 733	3 909	58,1	4 210	62,5	3 285	48,8	5,4	5,8	5,6
Ensemble	68 163	36 017	52,8	39 967	58,6	30 492	44,7	6,4	5,5	5,9
94 - CORSE										
Corse (20)	11 586	6 883	59,4	7 661	66,1	5 602	48,4	15,1	17,6	16,5
=====										
ENSEMBLE	536 165	319 266	59,5	361 377	67,4	273 872	51,1	3,9	4,3	4,1

Tableau C5 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005

Ensemble des allocataires

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salarié	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSIM	CAMMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	0,00
(0, 79)	11 823	842	11 118	113	200	124	159	179	129	49	82	92	24 910	4,65
(80, 159)	20 534	1 396	8 452	194	10	1	315	283	126	65	67	145	31 588	5,89
(160, 239)	23 407	1 801	5 827	254	15	5	369	395	125	79	97	137	32 511	6,06
(240, 279)	10 242	681	2 913	149	10	2	201	202	74	38	42	92	14 646	2,73
(280, 319)	10 381	707	2 231	126	12	1	206	228	150	51	36	116	14 245	2,66
(320, 359)	10 834	680	2 560	149	9	4	266	243	15	54	31	118	14 963	2,79
(360, 399)	10 394	730	2 464	237	12	1	227	281	11	39	34	132	14 562	2,72
(400, 439)	10 253	704	4 802	276	11	1	258	239	9	84	39	127	16 803	3,13
(440, 479)	10 147	682	1 421	262	3	2	295	235	7	71	33	134	13 292	2,48
(480, 519)	9 968	681	1 517	285	9	1	291	239	9	57	21	153	13 231	2,47
(520, 559)	9 780	645	1 281	298	7	1	299	285	12	46	23	131	12 808	2,39
(560, 599)	9 601	634	1 449	366	5	1	285	267	4	62	28	183	12 885	2,40
(600, 639)	9 864	647	1 458	456	5	2	302	283	2	66	29	175	13 289	2,48
(640, 679)	9 475	653	1 151	531	7	1	282	264	8	20	18	225	12 635	2,36
(680, 719)	9 453	625	1 141	652	3	1	330	303	7	34	22	250	12 821	2,39
(720, 759)	9 670	693	1 010	680	4	1	350	305	6	36	16	275	13 046	2,43
(760, 799)	9 134	673	901	804	8	2	373	303	4	26	20	394	12 642	2,36
(800, 839)	9 350	645	785	1 034	0	0	415	369	2	33	19	5 028	17 680	3,30
(840, 879)	10 373	778	896	4 756	7	1	703	387	3	35	26	293	18 258	3,41
(880, 919)	8 985	617	976	1 248	3	1	351	426	5	19	14	215	12 860	2,40
(920, 959)	8 428	543	554	1 615	3	0	338	584	3	23	13	141	12 245	2,28
(960, 1019)	14 820	1 112	788	3 965	0	4	658	929	6	15	14	161	22 472	4,19
(1020, 1058)	10 374	376	285	2 082	2	1	348	271	2	30	96	24	13 891	2,59
TALX.FLE.N(1058)	94 258	7 763	4 576	45 885	15	8	3 406	1 331	23	121	8	456	157 850	29,44
Ensemble	351 571	25 308	60 556	66 417	360	166	11 027	8 831	742	1 153	828	9 197	536 156	100,00
Montant moyen trimestriel	673,8	687,6	387,5	985,9	254,7	191,1	768,5	709,8	272,2	551,5	488,1	747,7	683,0	-
Montant médian trimestriel	700,0	740,0	300,0	1058,0	40,0	40,0	860,0	780,0	200,0	500,0	420,0	820,0	740,0	-

Tableau C5 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005

Allocataires hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSIM	CAVIMAC	TOTAL	%
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0,01
NON VENTILE	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0,01
(0, 79)	3 774	473	2 393	32	7	4	56	115	7	25	8	10	6 904	3,18
(80, 159)	6 339	753	2 773	54	4	0	93	133	7	35	7	12	10 210	4,71
(160, 239)	7 395	1 022	1 941	73	7	4	127	201	9	34	13	15	10 841	5,00
(240, 279)	3 311	358	986	43	5	1	61	105	5	15	7	10	4 907	2,26
(280, 319)	3 391	351	899	32	9	0	64	91	10	24	5	6	4 882	2,25
(320, 359)	3 610	338	1 088	27	3	1	70	105	1	22	1	9	5 275	2,43
(360, 399)	3 467	338	999	76	6	1	71	125	4	18	1	15	5 121	2,36
(400, 439)	3 436	344	1 873	90	5	0	80	90	2	17	8	15	5 960	2,75
(440, 479)	3 555	324	509	82	0	0	90	91	0	54	9	15	4 729	2,18
(480, 519)	3 498	335	424	81	3	0	78	79	1	14	4	19	4 536	2,09
(520, 559)	3 510	345	414	102	3	0	79	101	1	18	9	13	4 595	2,12
(560, 599)	3 518	309	422	114	4	0	77	89	0	21	4	31	4 589	2,12
(600, 639)	3 653	313	392	163	4	1	86	92	0	42	1	22	4 769	2,20
(640, 679)	3 558	309	383	175	2	0	71	85	3	9	4	34	4 633	2,14
(680, 719)	3 700	266	382	223	2	0	105	80	2	15	5	40	4 820	2,22
(720, 759)	3 746	314	305	241	1	0	84	68	1	19	7	34	4 820	2,22
(760, 799)	3 663	295	266	265	5	1	106	82	1	13	8	60	4 765	2,20
(800, 839)	3 724	313	267	345	0	0	96	90	1	18	11	1 005	5 870	2,71
(840, 879)	4 309	355	316	2 146	2	1	250	79	1	22	12	32	7 525	3,47
(880, 919)	3 663	320	353	358	1	1	67	58	3	3	8	17	4 852	2,24
(920, 959)	3 432	263	189	504	2	0	65	79	1	11	6	13	4 565	2,10
(960, 1019)	5 448	444	253	1 127	0	1	103	126	1	7	5	20	7 535	3,47
(1020, 1058)	3 988	165	101	611	1	1	48	36	1	4	66	4	5 026	2,32
TALX PLEIN(1058)	61 590	6 067	1 936	13 475	10	0	1 263	691	12	97	2	50	85 193	39,27
Ensemble	153 289	14 714	19 864	20 439	86	17	3 290	2 891	74	557	211	1 501	216 933	100,00
Montant moyen trimestriel	759,3	731,0	421,8	978,9	499,5	419,4	774,4	646,4	485,2	584,2	713,2	771,3	745,3	-
Montant médian trimestriel	900,0	860,0	340,0	1058,0	420,0	260,0	860,0	660,0	300,0	580,0	820,0	820,0	860,0	-

Tableau C5 (fin) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005

Allocataires femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSIM	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0,00
(0, 79)	8 049	369	8 725	81	193	120	103	64	122	24	74	82	18 006	5,64
(80, 159)	14 195	643	5 679	140	6	1	222	150	119	30	60	133	21 378	6,70
(160, 239)	16 012	779	3 886	181	8	1	242	194	116	45	84	122	21 670	6,79
(240, 279)	6 931	323	1 927	106	5	1	140	97	69	23	35	82	9 739	3,05
(280, 319)	6 990	356	1 332	94	3	1	142	137	140	27	31	110	9 363	2,93
(320, 359)	7 224	342	1 472	122	6	3	196	138	14	32	30	109	9 688	3,03
(360, 399)	6 927	392	1 465	161	6	0	156	156	7	21	33	117	9 441	2,96
(400, 439)	6 817	360	2 929	186	6	1	178	149	7	67	31	112	10 843	3,40
(440, 479)	6 592	358	912	180	3	2	205	144	7	17	24	119	8 563	2,68
(480, 519)	6 470	346	1 093	204	6	1	213	160	8	43	17	134	8 695	2,72
(520, 559)	6 270	300	867	196	4	1	220	184	11	28	14	118	8 213	2,57
(560, 599)	6 083	325	1 027	252	1	1	208	178	4	41	24	152	8 296	2,60
(600, 639)	6 211	334	1 066	293	1	1	216	191	2	24	28	153	8 520	2,67
(640, 679)	5 917	344	768	356	5	1	211	179	5	11	14	191	8 002	2,51
(680, 719)	5 753	359	759	429	1	1	225	223	5	19	17	210	8 001	2,51
(720, 759)	5 924	379	705	439	3	1	266	237	5	17	9	241	8 226	2,58
(760, 799)	5 471	378	635	539	3	1	267	221	3	13	12	334	7 877	2,47
(800, 839)	5 626	332	518	689	0	0	319	279	1	15	8	4 023	11 810	3,70
(840, 879)	6 064	423	580	2 610	5	0	453	308	2	13	14	261	10 733	3,36
(880, 919)	5 322	297	623	890	2	0	284	368	2	16	6	198	8 008	2,51
(920, 959)	4 996	280	365	1 111	1	0	273	505	2	12	7	128	7 680	2,41
(960, 1019)	9 372	668	535	2 838	0	3	555	803	5	8	9	141	14 937	4,68
(1020, 1058)	6 386	211	184	1 471	1	0	300	235	1	26	30	20	8 865	2,78
TALX PLEIN(1058)	32 668	1 696	2 640	32 410	5	8	2 143	640	11	24	6	406	72 657	22,76
Ensemble	198 282	10 594	40 692	45 978	274	149	7 737	5 940	668	596	617	7 696	319 223	100,00
Montant moyen trimestriel	607,7	627,3	370,7	989,0	177,9	165,1	766,0	740,7	248,6	521,0	411,1	743,1	640,8	-
Montant médian trimestriel	620,0	660,0	300,0	1058,0	40,0	40,0	860,0	820,0	200,0	500,0	340,0	820,0	660,0	-

Tableau C6 - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005

Ensemble des allocataires isolés

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	0,00
(0, 79)	8 295	551	9 074	96	174	112	121	108	114	34	82	92	18 853	5,22
(80, 159)	14 834	1 010	6 131	165	9	1	247	171	93	50	67	145	22 923	6,34
(160, 239)	16 813	1 383	4 215	219	13	2	254	240	99	57	96	137	23 528	6,51
(240, 279)	6 898	470	2 215	123	9	1	134	119	63	28	42	92	10 194	2,82
(280, 319)	6 958	478	1 690	112	11	1	140	143	136	38	36	116	9 859	2,73
(320, 359)	7 296	478	1 976	131	9	3	187	153	13	40	31	118	10 435	2,89
(360, 399)	7 035	498	1 984	201	12	1	153	182	9	28	34	132	10 269	2,84
(400, 439)	6 941	476	4 404	215	9	1	181	169	9	68	39	127	12 639	3,50
(440, 479)	6 772	458	1 073	203	3	2	201	137	6	22	33	134	9 044	2,50
(480, 519)	6 652	451	1 192	225	8	1	209	166	9	48	21	153	9 135	2,53
(520, 559)	6 532	446	998	240	7	1	213	185	12	32	23	131	8 820	2,44
(560, 599)	6 313	407	1 202	276	5	1	197	171	3	48	28	183	8 834	2,44
(600, 639)	6 461	438	1 232	346	4	2	199	196	2	25	29	175	9 109	2,52
(640, 679)	6 134	432	949	382	5	1	201	195	7	14	18	225	8 563	2,37
(680, 719)	6 139	439	934	453	3	1	227	231	7	21	22	250	8 727	2,41
(720, 759)	6 209	462	883	504	3	1	254	247	6	20	16	275	8 880	2,46
(760, 799)	5 810	470	769	621	5	1	256	229	4	15	20	394	8 594	2,38
(800, 839)	5 962	437	689	735	0	0	293	289	2	19	19	5 028	13 473	3,73
(840, 879)	6 039	441	695	1 011	7	0	321	305	3	15	24	293	9 154	2,53
(880, 919)	5 961	449	896	1 237	2	0	305	383	4	18	14	215	9 484	2,62
(920, 959)	5 955	395	478	1 601	2	0	288	534	3	16	13	141	9 426	2,61
(960, 1019)	10 931	895	699	3 945	0	3	602	849	6	9	14	161	18 114	5,01
(1020, 1058)	7 324	304	253	2 077	2	0	328	250	2	28	96	24	10 688	2,96
TALX PLEIN (1058)	41 146	2 814	3 636	41 143	11	8	2 576	772	20	29	8	456	92 619	25,63
Ensemble	215 423	15 082	48 267	56 261	313	144	8 087	6 424	632	722	825	9 197	361 377	100,00
Montant moyen trimestriel	673,8	687,6	387,5	985,9	254,7	191,1	768,5	709,8	272,2	551,5	488,1	747,7	683,0	-
Montant médian trimestriel	700,0	740,0	300,0	1058,0	40,0	40,0	860,0	780,0	200,0	500,0	420,0	820,0	740,0	-

Tableau C6 (suite) - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005

Allocataires isolés hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEIE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAMIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0,01
(0, 79)	1 806	253	1 239	24	6	3	36	52	4	10	8	10	3 451	3,94
(80, 159)	3 122	480	1 421	44	3	0	51	54	3	20	7	12	5 217	5,96
(160, 239)	3 706	719	1 011	57	6	1	48	82	6	12	12	15	5 675	6,49
(240, 279)	1 372	203	568	32	4	0	22	45	4	5	7	10	2 272	2,60
(280, 319)	1 375	189	568	24	9	0	21	32	10	11	5	6	2 250	2,57
(320, 359)	1 465	185	699	18	3	1	20	43	0	8	1	9	2 452	2,80
(360, 399)	1 415	172	683	59	6	1	21	49	3	7	1	15	2 432	2,78
(400, 439)	1 399	159	1 627	61	4	0	33	36	2	1	8	15	3 345	3,82
(440, 479)	1 402	153	295	52	0	0	34	23	0	5	9	15	1 988	2,27
(480, 519)	1 345	153	235	53	3	0	30	30	1	5	4	19	1 878	2,15
(520, 559)	1 379	183	238	72	3	0	29	37	1	4	9	13	1 968	2,25
(560, 599)	1 293	133	251	70	4	0	29	26	0	7	4	31	1 848	2,11
(600, 639)	1 383	146	241	106	3	1	26	25	0	1	1	22	1 955	2,23
(640, 679)	1 322	130	240	103	1	0	27	32	3	3	4	34	1 899	2,17
(680, 719)	1 406	116	238	121	2	0	45	30	2	2	5	40	2 007	2,29
(720, 759)	1 371	131	223	153	1	0	32	25	1	3	7	34	1 981	2,26
(760, 799)	1 304	127	179	174	3	0	37	26	1	2	8	60	1 921	2,20
(800, 839)	1 349	134	200	198	0	0	26	34	1	4	11	1 005	2 962	3,38
(840, 879)	1 433	119	200	286	2	0	47	24	1	2	10	32	2 156	2,46
(880, 919)	1 415	161	291	351	1	0	40	25	3	2	8	17	2 314	2,64
(920, 959)	1 490	125	122	492	2	0	31	38	1	4	6	13	2 324	2,66
(960, 1019)	2 465	231	177	1 117	0	0	63	60	1	1	5	20	4 140	4,73
(1020, 1058)	1 837	96	76	607	1	0	37	19	1	2	66	4	2 746	3,14
TALUX PLEIN (1058)	13 426	1 294	1 216	9 548	7	0	566	196	10	5	2	50	26 320	30,08
Ensemble	51 285	5 792	12 238	13 822	74	7	1 351	1 043	59	126	208	1 501	87 506	100,00
Montant moyen trimestriel	676,8	598,2	447,8	991,9	485,2	237,1	788,6	618,3	535,7	423,2	714,2	771,3	691,4	-
Montant médian trimestriel	740,0	580,0	380,0	1058,0	400,0	200,0	940,0	620,0	380,0	340,0	820,0	820,0	780,0	-

Tableau C6 (fin) - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2005

Allocataires isolées femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPCEE	ORGANIC	CANCAVA	SNCF	ENIM	CANSSM	CAMIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0,00
(0, 79)	6 489	298	7 835	72	168	109	85	56	110	24	74	82	15 402	5,62
(80, 159)	11 712	530	4 710	121	6	1	196	117	90	30	60	133	17 706	6,47
(160, 239)	13 107	664	3 204	162	7	1	206	158	93	45	84	122	17 853	6,52
(240, 279)	5 526	267	1 647	91	5	1	112	74	59	23	35	82	7 922	2,89
(280, 319)	5 583	289	1 122	88	2	1	119	111	126	27	31	110	7 609	2,78
(320, 359)	5 831	293	1 277	113	6	2	167	110	13	32	30	109	7 983	2,91
(360, 399)	5 620	326	1 301	142	6	0	132	133	6	21	33	117	7 837	2,86
(400, 439)	5 542	317	2 777	154	5	1	148	133	7	67	31	112	9 294	3,39
(440, 479)	5 370	305	778	151	3	2	167	114	6	17	24	119	7 056	2,58
(480, 519)	5 307	298	957	172	5	1	179	136	8	43	17	134	7 257	2,65
(520, 559)	5 153	263	760	168	4	1	184	148	11	28	14	118	6 852	2,50
(560, 599)	5 020	274	951	206	1	1	168	145	3	41	24	152	6 986	2,55
(600, 639)	5 078	292	991	240	1	1	173	171	2	24	28	153	7 154	2,61
(640, 679)	4 812	302	709	279	4	1	174	163	4	11	14	191	6 664	2,43
(680, 719)	4 733	323	696	332	1	1	182	201	5	19	17	210	6 720	2,45
(720, 759)	4 838	331	660	351	2	1	222	222	5	17	9	241	6 899	2,52
(760, 799)	4 506	343	590	447	2	1	219	203	3	13	12	334	6 673	2,44
(800, 839)	4 613	303	489	537	0	0	267	255	1	15	8	4 023	10 511	3,84
(840, 879)	4 606	322	495	725	5	0	274	281	2	13	14	261	6 998	2,56
(880, 919)	4 546	288	605	886	1	0	265	358	1	16	6	198	7 170	2,62
(920, 959)	4 465	270	356	1 109	0	0	257	496	2	12	7	128	7 102	2,59
(960, 1019)	8 466	664	522	2 828	0	3	539	789	5	8	9	141	13 974	5,10
(1020, 1058)	5 487	208	177	1 470	1	0	291	231	1	26	30	20	7 942	2,90
TALUX PLEIN (1058)	27 720	1 520	2 420	31 595	4	8	2 010	576	10	24	6	406	66 299	24,21
Ensemble	164 138	9 290	36 029	42 439	239	137	6 736	5 381	573	596	617	7 696	273 871	100,00
Montant moyen trimestriel	614,4	640,5	379,2	1000,4	172,6	173,8	778,9	757,4	255,4	521,0	411,1	743,1	652,6	-
Montant médian trimestriel	620,0	660,0	300,0	1058,0	40,0	40,0	860,0	860,0	200,0	500,0	340,0	820,0	700,0	-